Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 4 décembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°779 ■

Chronique Eco

Et si l'IA remplaçait les décideurs dans les domaines économiques et financiers

P 16

PLUSIEURS ACCORDS SIGNÉS HIER À ALGER

L'Algérie et la Biélorussie renforcent leur coopération

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a co-présidé, hier, avec son homologue biélorusse, M. Alexandre Loukachenko, la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente de coopération dans divers domaines entre les deux pays. P 3

EN HAUSSE DE 20% PAR RAPPORT À 2023

Sonatrach réalise un bénéfice de 6 milliards de dollars en 2024

Le groupe Sonatrach a réalisé en 2024 un résultat net bénéficiaire de 812 milliards Da (environ 6 mds de dollars), en hausse de 20% par rapport à 2023, indique la compagnie nationale dans son rapport annuel pour 2024, qui note, par ailleurs, une stabilisation de la production primaire d'hydrocarbures.

P 2

PLF 2026

Le ministre répond aux préoccupations des sénateurs

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a défendu mardi soir devant le Conseil de la nation la vision économique portée par le projet de loi de finances (PLF) 2026. Un texte qui, selon lui, marque une nouvelle étape dans l'orientation stratégique de l'État, fondée sur l'investissement productif, la diversification de l'économie et l'amélioration de la performance financière publique.

P 3

DISPOSITIFS MÉDICAUX

Exportation d'un premier lot vers le Congo

La production pharmaceutique algérienne poursuit sa percée sur le marché africain. Un premier lot de dispositifs médicaux, entièrement fabriqués en Algérie, a été expédié vers la République du Congo pour une valeur d'un million d'euros. Cette opération symbolise l'essor d'un secteur en pleine transformation et la reconnaissance, par les marchés africains, de la qualité industrielle algérienne.

P 5

NOUVELLE LIGNE MARITIME HEBDOMADAIRE SKIKDA-VALENCE

Accostage d'un premier navire au port de Skikda P 2

BANQUE MONDIALE

Des signaux encourageants vers une croissance plus vigoureuse en Algérie P 3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Etude d'exposés relatifs à plusieurs secteurs P 3

ENTREPRISES ÉCONOMIQUES

Organisation à Constantine de cinq ateliers thématiques sur les techniques d'évaluation et de gestion des risques

Cinq ateliers thématiques sur les techniques d'évaluation et de gestion des risques, destinés aux différents chefs d'entreprises de 10 wilayas de l'est du pays, ont été organisés hier à Constantine, à l'initiative de la compagnie Cash Assurances (filiale du groupe Sonatrach). S'exprimant lors d'un séminaire régional intitulé «L'assurance, un outil de la pérennité des entreprises», la présidente directrice générale (PDG) de la compagnie Cash Assurances, Widad Belhouchet, a précisé que l'initiative vise à échanger les expériences des gérants d'entreprises, à développer et à enrichir leurs connaissances et capacités en matière de gestion des risques.

Pas moins de 130 chefs d'entreprises, tous secteurs confondus, ont pris part à ces ateliers portant sur la «Construction, bâtiment et travaux publics (BTP) , industrie lourde , industrie, administration et services, transport et logistique» , a indiqué la même responsable lors de cette rencontre, tenue à l'hôtel Marriott. Cet événement s'inscrit dans le cadre de la volonté de la compagnie Cash Assurances de renforcer la culture du risque au sein du tissu économique national, a affirmé la même intervenante, mettant en exergue le rôle déterminant que joue l'assurance dans la protection et la continuité des activités, dans un contexte économique en constante évolution.

Elle a ajouté qu'à travers ce séminaire, la compagnie souhaite offrir un espace d'analyse et de partage d'expériences et ce, dans le but d'accompagner les entreprises dans la maitrise des risques et la consolidation de leur pérennité. Par ailleurs, et selon la même responsable, 10 conventions de partenariat ont été signées avec des opérateurs économiques ainsi que les chambres du commerce et d'industrie Rhumel de Constantine et Aures de Batna, afin de profiter des avantages et des solutions d'assurances proposées.

Plus de 160 participants ont pris part à ce séminaire régional qui a réuni des experts et professionnels du secteur de l'assurance ainsi que des chefs d'entreprises de l'Est du pays à l'instar des wilayas de Sétif, de Jijel, de Mila et de Skikda.

EN HAUSSE DE 20% PAR RAPPORT À 2023

Sonatrach réalise un bénéfice de 6 milliards de dollars en 2024

Le groupe Sonatrach a réalisé en 2024 un résultat net bénéficiaire de 812 milliards Da (environ 6 mds de dollars), en hausse de 20% par rapport à 2023, indique la compagnie nationale dans son rapport annuel pour 2024, qui note, par ailleurs, une stabilisation de la production primaire d'hydrocarbures.

Synthèse Selma R

Selon le document publié sur le site web du groupe, en 2024, «la production primaire d'hydrocarbures est demeurée stable, par rapport à l'exercice 2023, atteignant un volume de 193,7 millions de tonnes équivalent pétrole/MTEP», contre 193,8 Mtep en 2023 et 189,6 Mtep en 2022.

L'exercice 2024 a été marqué par une conjoncture «moins favorable que celle de l'année précédente», en raison principalement de la baisse des prix du pétrole et du gaz par rapport à 2023, explique Sonatrach qui fait part «de nombreuses performances, notamment à travers une production record des carburants terre : 10,8 millions de tonnes de gasoil produit, 3,7 millions de tonnes d'essence».

Les investissements de Sonatrach ont totalisé 835 Mds de Da en 2024 (6 mds de dollars) en progression de 11%, et dont l'essentiel (79%) a été destiné au développement de l'activité exploration/production.

Pour ce qui est de l'activité pétrochimie, les complexes pétrochimiques ont affiché en 2024 des "performances appréciables", ajoute le rapport, relevant que le complexe CP2K de Skikda a enregistré une production de PEHD en hausse de 101% en 2024, tandis que le traitement de pétrole brut a progressé de 2% avec 26,5 millions de tonnes traitées.

Face à la tendance générale à la baisse des marchés pétroliers et gaziers mondiaux, Sonatrach, souligne-t-on de même source, «a fait preuve d'une grande résilience et adaptabilité, poursuivant avec détermination la réalisation des investissements définis dans son plan de développement». S'agissant du chiffre d'affaires à l'exportation, il s'est établi à 6.019 milliards de Da (45 milliards de dollars) en 2024, alors que le chiffre d'affaires global était de 6.523 milliards de Da (-10%). Quant à la fiscalité pétrolière versée, elle était de l'ordre de 3.872 milliards de Da l'année dernière, selon les données du rapport annuel du groupe.

NOUVELLE LIGNE MARITIME HEBDOMADAIRE SKIKDA-VALENCE

Accostage d'un premier navire au port de Skikda

Le porte-conteneurs "Alsterdiep" qui effectuait sa première traversée dans le cadre de la nouvelle ligne maritime commerciale hebdomadaire Skikda-Valence (Espagne), a accosté, mardi soir, au port de Skikda, a indiqué, mercredi, le directeur général de l'Entreprise portuaire de Skikda (EPS), Samir Boudjemaâ.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'accostage de ce navire, mardi soir au quai numéro 8 du port de Skikda, découle de la mise en œuvre de l'exploitation de cette ligne, convenue lors d'une récente réunion avec des responsables de la compagnie maritime espagnole "Marguisa ", représentant le géant mondial du transport maritime, HMM.

Selon M. Boudjemaâ, l'Entreprise portuaire de Skikda a mobilisé les moyens matériels et humains nécessaires aux opérations de chargement et de déchargement afin de garantir un traitement efficace et conforme aux conditions de service convenues avec le partenaire espagnol.

Le directeur général de l'EPS a souligné que le lancement effectif de cette ligne maritime a "eu lieu avant la date prévue (janvier 2026) en raison de son importance commerciale et logistique et des besoins du marché ".

L'EPS avait annoncé, à l'issue d'une séance de travail organisée en son siège, un accord avec la société espagnole "Marguisa " pour ouvrir une ligne maritime commerciale régulière hebdomadaire de transport de conteneurs entre les ports de Skikda et de Valence, prévue pour entrer en service début janvier 2026 avec une fréquence d'un voyage par semaine, renforçant ainsi la position du port de Skikda en tant que pôle logistique stratégique dans le bassin méditerranéen, a rappelé le même responsable. La compagnie espagnole "Marguisa " avait également annoncé que l'exploitation de cette ligne régulière se fera à l'avenir avec deux navires dédiés au transport de conteneurs, permettant une liaison directe et rapide, tout en mettant l'accent sur le fait que le port de Skikda est aujourd'hui "une porte logistique centrale " dans l'est de l'Algérie.

ORAN

Ouverture du 12e Salon international des promoteurs immobiliers «Elogia»

La 12e édition du Salon international des promoteurs immobiliers, des logements intelligents et de la décoration "Elogia" s'est ouverte, hier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, avec la participation de plus de 190 exposants nationaux et étrangers.

Placée sous le slogan "Design moderne, écologie et maisons intelligentes", cette édition réunit des exposants d'Algérie, ainsi que des entreprises étrangères et d'autres en partenariat avec des sociétés algériennes, représentant divers pays tels que la Chine, la Tunisie et l'Italie, a indiqué le commissaire du Salon, Akram Sidi Yekhlef, dans une déclaration à la presse.

A cette occasion, des technologies liées à l'habitat écologique et intelligent, notamment la gestion de l'éclairage, du chauffage et de la climatisation, l'économie d'énergie, les systèmes électroniques et de communication intégrés dans les immeubles, le recyclage de l'eau, entre autres, sont présentées. Selon la même source, le coût d'intégration des technologies intelligentes dans les logements varie aujourd'hui entre 200.000 et 300.000 DA, alors qu'il se situait entre 2 et 3 millions de dinars les années précédentes.

Ce rendez-vous économique constitue également une opportunité pour découvrir les nouveautés du secteur et promouvoir les partenariats dans les domaines de l'immobilier et du design, tout en proposant au public des conceptions modernes, des innovations technologiques pour les maisons intelligentes et des solutions immobilières adaptées au revenu des demandeurs d'habitat offertes par des promoteurs, bureaux d'architecture et professionnels de la décoration.

Le Salon regroupe des professionnels de l'immobilier et de l'habitat, des promoteurs immobiliers, des entreprises de réalisation, des institutions financières et des compagnies d'assurance. Le Salon des portes, fenêtres et façades "Design Days", connaît quant à lui la participation de startups spécialisées dans ce domaine. Durant ce Salon, organisé à l'initiative de l'agence de communication " Up Concept Design ", plusieurs promoteurs proposeront des réductions sur les prix des logements réalisés dans différentes formules, telles que le promotionnel libre ou le promotionnel public, allant de 10 à 35%, souligne Akram Sidi Yekhlef.

Des conférences sont également programmées pour les professionnels du secteur, portant notamment sur l'écologie et les maisons intelligentes, les nouvelles technologies dans le domaine de la construction, et d'autres thématiques. (APS)

13318/149/253

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS ACCORDS SIGNÉS HIER À ALGER

L'Algérie et la Biélorussie renforcent leur coopération

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a co-présidé, hier, avec son homologue biélorusse, M. Alexandre Loukachenko, la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente de coopération dans divers domaines entre les deux pays.

Par Sirine R.

La cérémonie s'est déroulée au siège la Présidence de la République, à l'issue des entretiens entre le président de la République et son homologue biélorusse qui effectue une visite officielle en Algérie. En effet, la signature de ces accords «ouvrent des perspectives prometteuses pour le partenariat entre l'Algérie et la Biélorussie». Parmi les accords signés figure un mémorandum d'entente dans le domaine de la coopération industrielle entre le ministère algérien de l'Industrie et son homologue biélorusse, tandis qu'un accord dans le secteur de la santé animale a été conclu entre les gouvernements des deux pays. L'agriculture constitue également un axe majeur de cette coopération, avec la signature d'un mémorandum entre le ministère algérien de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et le ministère biélorusse de l'Agriculture et de l'Alimentation. Parallèlement, un mémorandum d'entente a été conclu entre l'Autorité algérienne d'accréditation et le Centre gouvernemental biélorusse d'accréditation, renforçant la coopération technique et réglementaire. La coopération économique et entrepreneuriale a également été renforcée à travers la signature d'un mémorandum d'entente entre le ministère algérien de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises et le ministère biélorusse de l'Économie. Les domaines de la justice, de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ont également fait l'objet d'accords bilatéraux, tout comme l'enseignement supérieur, confirmant la volonté des deux pays de développer des liens durables dans le domaine académique et scientifique. Enfin, une feuille de route commune a été adoptée pour le renforcement de la coopération commerciale, économique et scientifique entre l'Algérie et la Biélorussie. À l'issue de ces signatures, les deux chefs d'État ont également paraphé une déclaration conjointe, réaffirmant leur engagement à approfondir les relations bilatérales et à consolider un partenariat stratégique.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est félicité de la signature, par l'Algérie et la Biélorussie, de plusieurs accords de coopération, qui ouvrent des perspectives prometteuses pour le partenariat entre les deux pays. « Nous sommes convenus d'encourager le partenariat et l'investissement dans les secteurs de l'agriculture, de la santé animale, de l'énergie, de la recherche scientifique et de l'industrie pharmaceutique», a dit le président de la République dans une déclaration conjointe à la presse avec son homologue biélorusse, à l'issue de leurs entretiens au siège de la Présidence de la République, se félicitant de la signature de plusieurs accords de coopération, qui «ouvrent des perspectives prometteuses pour le partenariat entre l'Algérie et la Biélorussie». Le président de la République s'est également félicité des résultats du Forum économique algéro-biélorusse, qui contribueront à «l'intensification des échanges commerciaux» entre les deux pays. Il a en effet indiqué qu'il a convenu avec son homologue biélorusse d'encourager le partenariat et l'investissement dans les secteurs de l'agriculture, de la santé animale, de l'énergie, de la recherche scientifique et de l'industrie pharmaceutique. «Nous avons convenu d'encourager le partenariat et l'investissement dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de la santé animale, des industries mécaniques et pharmaceutiques, de l'énergie et de la recherche scientifique», a-t-il souligné. Tebboune s'est également félicité des résultats du Forum économique algéro-biélorusse, qui contribueront à « l'intensification des échanges commerciaux» entre les deux pays, indiquant que cette visite reflète la volonté politique commune visant à renforcer les relations entre les deux pays.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Etude d'exposés relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs exposés relatifs à la stratégie nationale de développement du commerce électronique, aux services de télécommunications électroniques par satellite, et à l'avancement de grands projets structurants, selon un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 3 décembre 2025, une réunion du gouvernement consacrée aux points ci-après : Le gouvernement a entendu une communication sur la stratégie nationale de développement du commerce électronique, laquelle s'inscrit dans le cadre de la vision de transformation numérique du pays et vise à moderniser l'écosystème commercial national et à positionner le commerce électronique comme un levier majeur de compétitivité économique et d'inclusion financière.

Le gouvernement a également entendu une communication sur les avantages offerts par les services de télécommunications électroniques par satellite en orbite non géostationnaire. Ce système de télécommunications permet de réduire la facture numérique, en assurant l'accès à Internet haut débit dans les zones rurales et enclavées et de compléter les infrastructures stratégiques existantes.

Enfin, et dans le cadre du suivi des grands projets structurants, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement des projets relatifs au programme de développement des chemins de fer, à la réalisation d'un complexe sportif dans la wilaya de Constantine, au projet du barrage de Boukhroufa dans la wilaya d'El Tarf et au projet de transfert d'eau Ighil Amda-Mahouane dans les wilayas de Bejaïa et Sétif".

BANQUE MONDIALE

Des signaux encourageants vers une croissance plus vigoureuse en Algérie

La maîtrise de l'inflation et la poursuite des performances de l'économie algérienne dans les secteurs hors hydrocarbures, constituent des "signaux encourageants" qui permettront de soutenir une croissance "plus vigoureuse, durable et diversifiée", a estimé mercredi à Alger un économiste de la Banque mondiale (BM). "L'allégement des pressions sur les prix et la performance soutenue des secteurs hors hydrocarbures constituent des signaux encourageants. Le maintien de ces avancées, grâce à la poursuite des réformes, peut soutenir une croissance plus vigoureuse, durable et diversifiée", a indiqué Daniel Prinz, économiste de la BM pour l'Algérie, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du nouveau rapport semestriel de l'institution sur la situation économique du pays.

Selon ce rapport intitulé "Répondre aux défis climatiques et soutenir le développement durable", l'économie algérienne a poursuivi son élan en 2025, avec une croissance de 4,1% au premier semestre et une expansion attendue de 3,8% sur l'ensemble de l'année. Les secteurs hors hydrocarbures ont enregistré une croissance de 5,4%, tandis que l'inflation a reculé à 1,7% sur les neuf premiers mois, portée par la baisse des prix des denrées alimentaires, et le maintien d'un taux de change stable, indique la BM dans son rapport.

PLF 2026

Le ministre répond aux préoccupations des sénateurs

Par Réda Hadi

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a défendu mardi soir devant le Conseil de la nation la vision économique portée par le projet de loi de finances (PLF) 2026. Un texte qui, selon lui, marque une nouvelle étape dans l'orientation stratégique de l'État, fondée sur l'investissement productif, la diversification de l'économie et l'amélioration de la performance financière publique. Lors d'une séance plénière à l'APN, le ministre a répondu aux préoccupations des sénateurs. Il a expliqué que ce PLF « vise à soutenir une croissance durable, moderniser les mécanismes de financement et poursuivre des réformes structurelles profondes », destinées à optimiser la gestion des ressources publiques.

Parmi les points majeurs défendus par M. Bouzred figure l'utilisation « efficace et ciblée » de la dette publique. Estimée à près de 17 000 milliards de dinars, cette dette a été orientée principalement vers des investissements jugés à fort rendement économique. Il cite notamment :2 500 milliards de dinars alloués au renforcement du réseau électrique par Sonelgaz , le financement de plusieurs stations de dessalement de l'eau de mer, devenues indispensables au développement local, notamment dans les régions arides.

Pour lui, ces investissements, affirme-t-il, ont permis de débloquer de nouveaux projets agricoles et industriels dans le Sud, grâce à une disponibilité accrue de l'énergie et de l'eau, conditions essentielles pour attirer les investisseurs. Le ministre rappelle également que plusieurs mégaprojets longtemps en attente connaissent une avancée notable. Il cite le projet de phosphate à l'Est, initié dans les années 1990, ou encore le projet minier de Gara Djebilet, accompagné de nouvelles lignes ferroviaires, et désormais intégré à une chaîne économique complète soutenue par l'État.

Abordant l'autosuffisance agricole, Abdelkrim Bouzred rappelle aux sénateurs, que celle-ci demeure un objectif prioritaire. Selon M. Bouzred, les investissements massifs engagés dans les wilayas du Sud, conjugués à des efforts d'aménagement et d'infrastructures, ont permis de créer un environnement favorable aux grands projets agro-industriels. Il rappelle également que depuis 2020, l'État a entrepris un travail de rattrapage dans plusieurs domaines fondamentaux, notamment l'éducation, qui avait souffert d'un manque d'investissement structurel dans les années précédentes. Ce rééquilibrage, dit-il, contribue aujourd'hui à des « résultats tangibles, visibles dans l'amélioration du niveau de vie des citoyens ». Malgré ces dépenses importantes, le ministre estime que le niveau de la dette intérieure demeure maîtrisé et acceptable. En matière de diversification économique, il souligne que les signaux sont encourageants. Aussi, le ministre a tenu à mettre en avant les performances enregistrées dans les secteurs hors hydrocarbures. L'industrie, par exemple, a connu une croissance de 6 % en 2023, alors que le secteur des hydrocarbures n'a progressé que de 0,3 %. Une évolution qu'il qualifie de preuve concrète que « l'Algérie s'engage résolument dans la voie d'une véritable diversification économique». Il a également salué les décisions du président de la République visant à renforcer la maîtrise du commerce extérieur, notamment dans un contexte marqué par la volatilité des marchés mondiaux. Interrogé sur la mesure relative aux dépenses imprévues inscrites dans le PLF, M. Bouzred a expliqué qu'il s'agit d'un outil essentiel pour accélérer la prise de décision en cas d'urgence, en évitant la lourdeur d'une loi de finances complémentaire. S'agissant de la possibilité pour l'État de prélever une partie des bénéfices des entreprises publiques, il précise que cette mesure ne vise que les EPE bénéficiaires et financièrement stables, rappelant que le Code de commerce accorde au Trésor un droit sur les dividendes après impôts.

Concernant le Fonds de régulation des recettes (FRR), le ministre a souligné que ses ressources ont été utilisées conformément à leur vocation initiale : soutenir les dépenses publiques et réduire la dette afin de maîtriser le déficit budgétaire. Dans la lignée de ces affirmations, le ministre a mis en avant les « progrès notables » enregistrés dans la numérisation de plusieurs administrations stratégiques : Domaine national, Impôts et Douanes. Parmi les avancées annoncées : « Achèvement en 2024 de la numérisation des administrations du Domaine national (cadastre, conservation foncière…) ; lancement en 2026 du livret foncier électronique ; le nouveau système de gestion fiscale couvrant 2,6 millions d'opérateurs, opérationnel avant la fin de l'année et le système informatique modernisé pour le Trésor public, actuellement en phase d'expérimentation». Selon M. Bouzred, ces outils permettront une gestion plus efficiente, renforceront la transparence et réduiront l'intervention humaine dans les processus administratifs. Abordant la question du commerce de troc dans les wilayas du Sud, le ministre a insisté sur son importance économique, tout en annonçant une révision globale du cadre juridique qui l'encadre. Il a également affirmé que la future loi sur les marchés publics spécifiques au Sud intégrera plusieurs propositions visant à lever les obstacles et accélérer la réalisation des projets. Le projet de décret sera prochainement présenté au gouvernement. Le projet de loi de finances 2026 sera soumis au vote ce jeudi matin en séance plénière.

TLEMCEN

Deux ateliers sur la sécurité hydrique, les énergies renouvelables et l'entreprenariat

La faculté de médecine de la wilaya de Tlemcen a accueilli, mardi, deux ateliers consacrés à la sécurité hydrique, aux énergies renouvelables et à l'entrepreneuriat, dans le cadre de la deuxième journée des travaux du deuxième Congrès de l'Université panafricaine, organisé à l'initiative de l'Institut africain des sciences de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques relevant de l'Université Aboubakr Belkaid.
Lors du premier atelier, dédié à la discussion du projet "Trans-Sahara Project", mené conjointement par l'Institut et des partenaires de l'Union européenne et de l'Union africaine, le directeur de l'Institut, Abdelatif Zerga, a abordé la relation de complémentarité entre la sécurité hydrique, énergétique, alimentaire et environnementale, soulignant l'importance de former des compétences africaines capables de comprendre cette interdépendance et de la mettre en œuvre sur le terrain.
Des spécialistes d'Algérie, d'Ethiopie et d'Allemagne ont également traité, dans le même atelier, de la réutilisation des eaux épurées et de son lien avec l'énergie et la sécurité alimentaire, en plus de présenter les technologies modernes dans le domaine du traitement des eaux usées.
Le second atelier a porté sur le renforcement de la culture entrepreneuriale et la formation des étudiants africains dans ce domaine, avec l'organisation d'un concours présentant dix projets innovants proposés par des étudiants africains dans les domaines de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques, afin de sélectionner le meilleur projet. Parallèlement, la deuxième journée du congrès a été marquée par une table ronde sur "l'harmonisation des standards internationaux" adoptés pour faciliter l'exportation des produits électriques algériens dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine. A ce propos, le Vice-président du Groupement national des industries électriques, Khalifa Mohamed, fondé il y a quatre ans et regroupant l'ensemble des opérateurs de l'industrie électrique, a insisté sur la nécessité de respecter la qualité et les normes techniques mondiales, tout en appelant à la création d'un réseau de laboratoires africains garantissant la conformité des produits échangés au sein du continent.

HYDRAULIQUE

La réutilisation des eaux d'assainissement traitées «une option irréversible»

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé, mardi à Ouargla, que la réutilisation des eaux traitées émanant des ouvrages d'assainissement était "une option irréversible".
S'exprimant lors du lancement du projet de station de refroidissement de l'eau au niveau de la cité Ennasr (commune d'Ouargla), le ministre a indiqué que "l'opération de réutilisation des eaux traitées est considérée comme une option essentielle de revalorisation des installations d'assainissement", précisant que "ces eaux sont réutilisables dans l'agriculture, l'industrie, l'irrigation des espaces verts ou la création de zones forestières". Ces opérations "doivent être généralisées et concerner l'ensemble des régions du pays disposant de stations de traitement et d'épuration des eaux", a-t-il ajouté en expliquant que parmi les objectifs tracés, conformément aux orientations du président de la République, "la préservation des eaux souterraines et la ressource hydrique du pays".
M. Derbal a aussi fait état du constat d'un "gaspillage excessif de l'eau", notamment dans les zones ou cette ressource est abondante, ce qui est, a-t-il dit, "inacceptable, l'eau étant une ressource à préserver".
Le ministre a mis l'accent, par ailleurs, sur les dispositions nécessaires à prendre pour que l'ensemble des stations de déminéralisation, à travers la wilaya d'Ouargla, fonctionnent pleinement, pour permettre un approvisionnement régulier de la population en eau potable de qualité.
S'agissant du projet de station de refroidissement de l'eau potable de la cité Ennasr, un financement sectoriel (2024) de plus 91 millions DA est consacré à sa réalisation avec un délai de quatre (4) mois, selon sa fiche technique.

ECHANGE DE DONNÉES NUMÉRIQUES

Signature d'un accord entre le ministère de la Solidarité et le Haut commissariat à la numérisation

Une convention-cadre a été signée, mardi à Alger, entre le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et le Haut commissariat à la numérisation sur "l'échange de données numériques".
La convention a été signée par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji et la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud.
A cette occasion, Mme Mouloudji a souligné que cet accord intervient, "en concrétisation de l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour l'amélioration de la communication et la généralisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment dans les administrations du service public et pour une meilleure gouvernance du secteur économique".
L'accord vient également "en application de la stratégie nationale de transition numérique en ce qui concerne les bases de données et les services informatiques en nuage (cloud computing), en vue de répondre aux besoins nationaux en matière de traitement, de stockage et de domiciliation, l'objectif étant d'améliorer l'utilisation des ressources et de rationnaliser les dépenses publiques".
Cette convention permettra, en outre, au secteur de bénéficier des "ressources Cloud de l'Etat au niveau du Centre national algérien des services numériques dans le but d'accélérer le rythme de la transition numérique sectorielle", a poursuivi la ministre, ajoutant que c'est aussi l'occasion pour les différents secteurs de procéder au réseautage des œuvres sociales et à l'échange de données en toute sécurité et garantie". De son côté, Mme Benmouloud a affirmé que cette convention s'inscrit dans le cadre "du parachèvement des efforts nationaux visant à renforcer la transition numérique et à unifier l'infrastructure numérique de l'Etat, en assurant des espaces sécurisés et unifiés". Elle a indiqué que la convention permettra au Centre national algérien des services numériques d'"héberger un ensemble de plateformes et de systèmes numériques stratégiques relatif au secteur de la solidarité nationale", estimant que cette étape constitue "un appui aux efforts de l'Etat dans la transition numérique, l'unification des infrastructures informationnelles et le renforcement de l'efficacité du service public".

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or grimpe, l'argent bat un record

L'or a regagné du terrain mercredi, porté par les anticipations des investisseurs d'une possible baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine, alors qu'une série de données économiques publiées cette semaine pourrait influencer la politique monétaire.
L'argent, quant à lui, a atteint un niveau record. Au comptant, l'or a progressé de 0,4 % à 4 222,22 dollars l'once, après avoir perdu plus de 1 % lors de la séance précédente. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre ont quant à eux augmenté de 0,8 %, à 4 252,90 dollars l'once.
Les récentes statistiques américaines, montrant un léger ralentissement de l'économie, ont renforcé les attentes d'un assouplissement monétaire lors de la réunion de la Fed prévue les 9 et 10 décembre. Dans un environnement de taux d'intérêt bas, l'or, qui ne génère pas de rendement, tend à bénéficier de l'afflux de capitaux.
Selon le Conseil mondial de l'or, les banques centrales ont acheté 53 tonnes d'or en octobre, soit une hausse de 36 % par rapport au mois précédent, marquant la demande nette mensuelle la plus élevée depuis le début de l'année 2025.
Par ailleurs, l'argent a augmenté de 0,4 % pour atteindre 58,73 dollars l'once, après un pic à 58,94 dollars plus tôt dans la séance. Le platine a gagné 0,3 % à 1 638,34 dollars, tandis que le palladium est resté stable à 1 462,27 dollars l'once.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Décembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	63	72	54	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	146	166	126	الطماطم	
	Oignon sec	55	62	48	البصل الجاف	
	Ail sec	721	791	652	الثوم الجاف	
	Carotte	82	92	71	الجزر	
	Navet	94	106	83	اللفت	
	Choux fleur	105	118	92	قرنبيط	
	Choux	92	105	78	الكرنب	
	Courgette	156	171	140	الكوسة	
	Haricot vert	167	187	148	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	128	142	114	الخس	
Fruits frais	Clémentine	209	248	170	كليمونتين	فواكه طازجة
	Orange	185	216	153	البرتقال	
	Citron	163	186	140	الليمون	
	Pomme locale	361	446	275	التفاح المحلي	
	Datte	489	622	356	التمر	
	Banane	462	479	444	الموز	
	Grenade	184	214	154	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1891	2047	1734	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	346	360	332	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	300,00	NC	0,00	-30,00	-29,67	5,29	11,67	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,17	-0,94	9,00	5,56	437	611 800,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	0,25	3,13	6,65	6,40	140	350 140,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,03	1,74	10,96	5,44	14480	33 289 520,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-1,48	-8,94	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	420,00	+5,00	6,04	4,77	3,97	5,00	336	141 120,00

DISPOSITIFS MÉDICAUX

Exportation d'un premier lot vers le Congo

La production pharmaceutique algérienne poursuit sa percée sur le marché africain. Un premier lot de dispositifs médicaux, entièrement fabriqués en Algérie, a été expédié vers la République du Congo pour une valeur d'un million d'euros. Cette opération symbolise l'essor d'un secteur en pleine transformation et la reconnaissance, par les marchés africains, de la qualité industrielle algérienne.

Par Adem A.

Annoncée en marge de la Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments, cette exportation marque l'un des faits les plus marquants d'un événement qui a réuni à Alger 29 pays africains, représentés par des ministres, des experts et des responsables des organisations internationales.
Pour Nacer Hamani, inspecteur général du ministère de l'Industrie pharmaceutique, cette réussite n'est pas un hasard mais « le résultat direct d'une stratégie structurée, fondée sur la montée en gamme technologique, le renforcement du contrôle qualité et l'accompagnement actif des producteurs», a-t-il déclaré à la « Chaîne I » de la radio nationale.
Ce premier envoi de dispositifs médicaux complète une série de performances réalisées ces derniers mois par l'industrie pharmaceutique nationale, notamment dans les domaines des stylos d'insuline, des médicaments anticancéreux et des formes injectables stériles. L'Algérie compte désormais plus de 230 unités de production et près de 780 lignes industrielles, soit plus d'un tiers de toutes les capacités recensées à l'échelle du continent. « Nous disposons d'un tissu industriel très avancé, parfois même plus développé que dans certaines régions du monde. Ce que les délégations africaines ont découvert lors du salon organisé en marge de la conférence a profondément renforcé leur confiance », a souligné M. Hamani.
Cette dynamique s'inscrit dans un cadre politique plus large, impulsé depuis 2020 avec la création du ministère de l'Industrie pharmaceutique. Cette décision a permis à l'État de donner une orientation claire : encourager la production locale, maîtriser les importations qui ont été réduites de moitié en quelques années, passant de plus de 2 milliards de dollars à environ 1 milliard et créer les conditions d'une autonomie stratégique. Selon l'inspecteur, « nous ne sommes plus dans une logique de simple substitution.
Nous sommes dans une logique de leadership. L'Algérie exporte aujourd'hui non seulement des médicaments essentiels, mais aussi des dispositifs médicaux à haute valeur technologique ».Les exportations ont d'ailleurs enregistré un bond significatif.
Lors de la conférence, des contrats d'une valeur de 10 millions de dollars ont été signés avec plusieurs pays africains pour la fourniture d'antibiotiques, d'anti-inflammatoires et d'autres produits pharmaceutiques essentiels. Deux accords de coopération ont également été paraphés avec la Tanzanie et le Sénégal, ouvrant la voie à un accès facilité aux marchés de ces pays et à un renforcement du transfert de compétences.
L'un des temps forts du rendez-vous a été l'adoption de la « Déclaration d'Alger », feuille de route continentale engageant les États africains à porter la couverture pharmaceutique du continent de 5 % actuellement à 50 % d'ici 2035. Pour l'inspecteur général, cette ambition est réaliste : « L'Afrique ne peut continuer à dépendre à 95 % des importations. Nous avons aujourd'hui l'expertise, les usines et les ressources humaines nécessaires pour bâtir une industrie compétitive. L'Algérie assumera pleinement son rôle de locomotive dans cette transformation ».
Le pays mise également sur des segments hautement stratégiques. Trois grands projets de production de matières premières pharmaceutiques sont en cours : une unité d'antibiotiques à Médéa, une unité consacrée aux molécules anticancéreuses à Sétif et une troisième dédiée aux maladies cardiovasculaires.
En parallèle, le vaccin contre la grippe est désormais produit localement, d'autres projets sont en développement avec Saïdal, et plusieurs initiatives portent sur les médicaments biothérapeutiques. Plus de cent nouveaux projets d'investissement sont actuellement en instruction. À travers ce premier lot expédié vers le Congo, c'est toute une politique, et au-delà, une vision africaine qui se concrétisent. M. Hamani a résumé l'enjeu en une phrase : « Ce n'est pas seulement un conteneur qui quitte l'Algérie ; c'est un signal fort envoyé à toute l'Afrique, un signal qui dit que nous sommes prêts, capables et engagés dans la construction d'une souveraineté pharmaceutique continentale ».

TOURISME

L'Algérie mise sur la qualité et la durabilité

Par M. A.

L'Algérie accélère sa stratégie de diversification économique en misant sur un secteur touristique structuré, dont les ambitions s'articulent autour de deux piliers fondamentaux : le développement du tourisme interne et l'essor d'un tourisme réceptif responsable. Les autorités insistent sur la nécessité d'une mise aux normes internationales afin de capter l'immense potentiel de ce marché.
Conscient que le secteur du voyage représente une force économique mondiale majeure, puisqu'il contribue à 8 % du PIB mondial et génère un emploi sur onze, le ministère du Tourisme a mis en place un plan d'action rigoureux. Celui-ci repose sur l'augmentation des capacités d'accueil, notamment grâce à l'encouragement de l'investissement dans de nouveaux dispositifs et à l'accès au foncier touristique.
L'effort porte surtout sur la qualité des prestations. « Nous ne pouvons plus nous contenter de nos atouts naturels. Pour être compétitifs, nous devons garantir l'excellence du service. C'est pourquoi nous déployons un Plan Qualité Tourisme visant la mise au standard international de l'ensemble de nos prestations, de l'hôtellerie à la restauration », a déclaré Abdelhamid Ouari, directeur général de l'Office national du tourisme (ONT) à la « Chaîne III » de la radio nationale.Pour soutenir cette démarche, un investissement massif est prévu dans la formation. Des synergies sont créées entre les écoles du secteur, les centres du ministère de la Formation professionnelle, ainsi que les universités et centres de recherche. L'objectif est de former une main-d'œuvre qualifiée et sensibilisée aux exigences du tourisme moderne.
Afin de concrétiser l'ambition de faire du Sud un levier stratégique, une mesure phare de facilitation administrative a été mise en œuvre. Le gouvernement a introduit la possibilité d'obtenir un visa à l'arrivée pour les touristes étrangers se rendant dans les régions sahariennes durant la saison dédiée. Cette initiative a été « très bien accueillie par les opérateurs du secteur » et a déjà permis « une augmentation importante du nombre de touristes étrangers », selon les chiffres de l'ONT. « Notre objectif est de rendre l'accès à nos destinations phares plus fluide, tout en maintenant un cadre sécuritaire rigoureux. La facilitation du visa pour le Sud a prouvé qu'une simplification administrative peut avoir un impact direct et immédiat sur l'attractivité de nos régions les plus lointaines », a souligné M. Ouari.
L'Algérie, tout en dynamisant l'économie, rappelle que l'effet multiplicateur du tourisme permet la création d'un emploi pour trois dans d'autres secteurs, s'engage fermement contre le tourisme de masse.
La promotion d'un tourisme attractif, responsable et durable constitue une priorité, en particulier pour les sites sahariens fragiles tels que le Tassili et le Hoggar. Ces sites sont classés et protégés par l'État, conformément à l'article 76 de la Constitution. M. Ouaria insisté sur la compatibilité entre développement touristique et préservation. « La cohabitation entre le développement touristique et la préservation de notre patrimoine est non seulement possible, mais essentielle. Notre approche rejette l'idée de l'exploitation pure. Malheureusement, nous observons encore des dégradations, des graffitis et des incivilités sur certains sites. Cela requiert un effort accru de sensibilisation ciblé auprès des guides, des opérateurs et des visiteurs eux-mêmes. Nous faisons du respect de l'environnement et des valeurs nationales la pierre angulaire de notre stratégie marketing », a-t-il souligné.

TRANSPORT MARITIME

L'EPAL réceptionne de nouveaux engins de manutention des conteneurs

L'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), a réceptionné six nouveaux engins destinés à l'empilage des conteneurs, ce qui contribuera à renforcer sa flotte dédiée à la manutention, indique mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.
Cette opération s'inscrit dans la continuité d'une série d'opérations similaires, dont la dernière en date avait permis d'équiper le port de nouveaux chariots élévateurs, améliorant ainsi le processus de manutention des conteneurs et augmentant la capacité d'accueil du port, précise la même source.
Le programme d'acquisition du matériel a permis de renforcer les capacités logistiques du port, de réduire la durée d'escale des navires et de faciliter les opérations de chargement et de déchargement, assurant ainsi une dynamique accrue du trafic commercial et soutenant la compétitivité des ports nationaux.
Cette démarche intervient en concrétisation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser les ports nationaux, ainsi qu'en application des directives du ministre du secteur afin de renforcer la performance des infrastructures portuaires et leur efficacité opérationnelle, ajoute la même source. La poursuite du renforcement de la flotte par des équipements modernes reflète la volonté de développer les infrastructures portuaires et de les transformer en pôles logistiques performants répondant aux exigences du commerce maritime contemporain.

RENFORÇANT SA STRATÉGIE DE SPONSORING SPORTIF

Ooredoo Algérie partenaire de la Fédération Algérienne Handisport

Renforçant son statut d'entreprise engagée dans la promotion du sport et de l'inclusivité en Algérie, Ooredoo annonce la signature d'un partenariat stratégique avec la Fédération Algérienne Handisport (FAH). Lors d'une cérémonie officielle coïncidant avec la Journée internationale des personnes handicapées, au siège de l'entreprise,le contrat de sponsoring a été signé conjointement par le Directeur Général de Ooredoo, M. Roni Tohme, et le Président de la Fédération Algérienne Handisport, M. Sid Ahmed El Asri, en présence des athlètes et champions paralympiques. Cette collaboration s'inscrit dans une démarche de Ooredoo de soutien à l'inclusion et met en lumière la place essentielle de l'handisport dans le paysage sportif algérien. Section exemplaire, l'handisport national ne cesse de se distinguer lors des compétitions nationales et internationales, portant haut les couleurs de l'Algérie et offrant au pays un palmarès remarquable, notamment grâce aux nombreuses médailles paralympiques remportées au fil des années.

AÏN TEMOUCHENT

Une enveloppe de 2,8 milliards DA répartie à des projets du secteur des travaux publics

Une enveloppe financière de 2,8 milliards DA a été consacrée à la réalisation de plusieurs projets de développement dans le secteur des travaux publics dans la wilaya d'Aïn Temouchent au titre de l'année 2026, a indiqué, mardi, le directeur de wilaya du secteur, Tahar Nekkache.
Le même responsable a précisé que cette enveloppe sera destinée à concrétiser une série d'opérations "vitales", parmi lesquelles un projet de réalisation d'une voie de contournement dans la commune d'Aïn-El-Arbâa, sur l'axe de la route nationale RN 108 en direction de la commune d'Oued-Sebbah, sur une distance de 10 kilomètres.
Ce projet revêt une importance particulière en raison de la forte circulation que connaît ce tronçon routier donnant accès à la zone industrielle de Tamazoura.
Le programme sectoriel, dont le lancement est prévu pour l'année prochaine, comprend également un projet de confortement de la RN 96 dans son tronçon dépendant des communes d'Aghlal et Aoubellil, sur une distance de 10,6 kilomètres, ainsi que le renforcement de la RN 95 en direction de la wilaya de Sidi Bel-Abbes sur 5 kilomètres, indique-t-on de même source.
Le programme comprend également la réhabilitation de plusieurs segments de routes nationales, notamment la RN 96-A dans son tronçon dépendant des communes d'El-Amria et Terga sur 15 kilomètres, ainsi que la réhabilitation du tronçon dépendant des communes d'El-Malah et Aïn Temouchent sur l'axe de la RN 2.
Le programme couvre également des opérations de maintenance sur plusieurs routes de wilaya, dont le tronçon dépendant du village d'Ouled Taoui à la commune de Terga, la section dépendant de la RN 2 à la commune de Chaâbat El-Leham, en plus d'une partie du chemin de wilaya CW 59 dépendant de la commune de Chentouf aux limites de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, a fait savoir M. Nekkache.
Le directeur de wilaya a souligné que les opérations programmées dans le cadre du plan sectoriel des travaux publics pour l'année 2026 revêtent une grande importance économique et sociale, du fait qu'elles répondent aux besoins de développement recensés à travers la wilaya.

BISKRA

Ouverture du salon des dates, des produits agricoles et industriels et de promotion du tourisme

Le salon des dates, des produits agricoles et industriels et de promotion du tourisme s'est ouvert, mardi au complexe thermal Sidi Yahia de Biskra avec la participation de 107 exposants de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya.

Les stands du salon exposent les diverses variétés de dattes dont la célèbre deglet nour, El Ghars, Mech degla, Tantboch et Sbaa Laarous, les dérivés de dattes (confiture, miel de datte), les produits agricoles (olives, huile d'olive), les produits de serriculture (piments, tomate cerise, pastèque) et les fruits.
Les visiteurs découvrent également les outils et moteurs utilisés en agriculture, les fertilisants, les produits d'emballage ainsi que les produits de diverses industries déployées sur le territoire de la wilaya dont les ciments, le sel, le plâtre et les eaux minérales.
Le salon consacre un nombre de stands aux organismes et entreprises en rapport avec les activités économiques dont les compagnies d'assurance, des institutions financières, des instituts de recherche scientifique et technique en agriculture, les impôts, les douanes, l'Agence nationale d'appui et développement de l'entrepreneuriat et l'Agence nationale de gestion du microcrédit.
Des représentants des missions diplomatiques en Algérie de plusieurs pays dont la Hongrie, le Tchad, la Mauritanie, la Jordanie, l'Inde, l'Indonésie, l'Egypte et le Vietnam ont pu à l'occasion découvrir la diversité de la production nationale et des potentialités nationales dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme.
Le directeur régional du commerce à Batna, Sid Ali Merdassi, qui a présidé la cérémonie d'ouverture en sa qualité de représentant du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, a indiqué à l'APS, que ce salon présente la diversité des produits nationaux et leur qualité et mis en exergue les dispositifs d'accompagnement des producteurs et investisseurs pour parvenir à l'autosuffisance et un approvisionnement régulier des marchés locaux en produits divers. Ce salon qui se poursuivra jusqu'au 4 décembre courant est organisé par la chambre du commerce et de l'industrie Ziban en coordination avec la direction de wilaya du commerce.

SOUK AHRAS

Des projets de développement pour améliorer le cadre de vie dans les communes de la daïra de Heddada

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans les communes de la daïra frontalière de Heddada (wilaya de Souk Ahras), pour améliorer le cadre de vie des citoyens et prendre en charge leurs préoccupations, à-on informé mardi auprès du chef de cette daïra, Abdelouahab Aït Chaabane.
Les taux d'avancement de ces projets, retenus au titre des programmes d'appui au développement social et économique des communes, des budgets de wilaya et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, varient entre 40 et 90 %, a précisé à l'APS le même responsable.La commune de Heddada a ainsi exécuté des projets de réalisation d'un hôpital de 60 lits, d'approvisionnement en eau potable depuis la canalisation de transfert à Bir Houichi sur une distance de 16 km et de réhabilitation de la place publique du chef-lieu de la commune, selon la même source.
A Ouled Moumene, les travaux sont en cours pour réaliser les projets de 7 châteaux d'eau dont 6 d'une capacité de 35 m3 et un d'une capacité de 100 m3 alimentés depuis le château d'eau de mechta Ras El Kef sur une distance de 21 km outre l'entretien et l'ouverture de pistes, at-il ajouté.
Dans la commune de Khedara, des projets sont en cours pour la réalisation d'un château d'eau de 100 m3 alimenté à partir du château d'eau de mechta El Guenara ainsi que pour l'entretien de pistes sur 6 km afin de favoriser le désenclavement et le développement de la région, selon le même responsable.

TOUGGOURT

Lancement de la campagne de récolte du tournesol

La campagne de récolte du tournesol dans la wilaya de Touggourt a été lancée par les autorités locales depuis une exploitation agricole de 400 hectares relevant du groupe Cosider au niveau du périmètre El-Keddachi (commune d'El-Hedjira), à-on informé mardi de la direction locale des services agricoles (DSA). Les services agricoles s'attendent à un rendement « encourageant », au regard des moyens humains et matériels mobilisés et l'accompagnement technique assuré pour la réussite de cette culture oléagineuse, selon le DSA, Mohamed Lamine Houhou.
Le groupe Cosider table, de son côté, sur d'importants investissements agricoles dans la wilaya de Touggourt pour le développement des cultures stratégiques, sur une superficie globale de 4.022 ha au niveau du périmètre d'El-Keddachi.
Plus de 900 ha sont réservés au développement des cultures oléagineuses, dont le tournesol, le maïs en grains et le maïs blanc, plus de 800 ha à la céréaliculture et 76 ha à l'arboriculture fruitière, dont l'oliviers, le pistache et l'amandier, ont fait savoir les services agricoles.

EL TARF

Distribution de 91 appareillages pour handicapés à des personnes aux besoins spécifiques

Pas moins de 91 appareils d'aide aux handicapés ont été distribués à des personnes aux besoins spécifiques, mardi à El Tarf, à l'occasion de la journée mondiale des personnes handicapées (3 décembre de chaque année).
La cérémonie de remise de ces équipements a été organisée au centre psychopédagogique pour enfants déficients mentaux "Kissoum-Djemaa", au chef-lieu de wilaya, en présence du directeur de l'action sociale et de la solidarité, de plusieurs cadres de la wilaya et d'enfants des différents centres psychopédagogiques de la wilaya. Intervenant à cette occasion, le wali a précisé que cette opération a donné lieu à la distribution de 40 tricycles motorisés, 14 appareils auditifs, 10 enregistreurs de type "dictaphone", 10 cannes blanches pour malvoyants, 9 fauteuils roulants ordinaires et 8 fauteuils roulants électriques. Soulignant que cette opération vise à améliorer les conditions de vie et de scolarisation de cette frange de la société et à lui permettre une plus grande autonomie, le chef de l'exécutif local a fait savoir qu'une autre tranche comprenant 201 équipements sera distribuée à l'occasion de la célébration de la journée nationale des personnes handicapées, le 14 mars 2026. Pour M. Meziane, cette opération reflète l'intérêt accordé par l'Etat à cette catégorie de la population et illustre la détermination des pouvoirs publics à accompagner les jeunes en situation de handicap et à répondre à leurs besoins fondamentaux. Les autorités de la wilaya ont visité les stands d'une exposition organisée dans le même centre, mettant en avant différents travaux réalisés par cette frange de la société et démontrant les capacités et les compétences qu'ils ont pu lors de leur formation. La célébration de cette journée a également été marquée par la présentation de spectacles artistiques et éducatifs illustrant la créativité des jeunes handicapés, ainsi que par l'organisation d'ateliers dédiés au jardinage et à la couture, avant que plusieurs retraités du secteur de l'action sociale ne soient honorés.

DÉMOGRAPHIE, ÉCONOMIE, ÉCOLOGIE

Pour de meilleurs lendemains, mille défis entremêlés

Changement climatique, vieillissement de la population, croissance en berne: les problèmes ne manquent pas, mais aucun d'entre eux ne peut être résolu indépendamment des autres.

2e partie et fin

Par Gérard Horny

Comment seront alors financées les retraites? Comment feront les actifs pour supporter le poids des jeunes générations certes moins nombreuses (le nombre d'enfants dans les écoles commence à baisser, il en est de même dans les collèges, cela devrait arriver très bientôt dans les lycées et dans les années 2030 pour les universités) et des anciens toujours plus nombreux dont une partie aura perdu son autonomie? On parle de créer des emplois d'aide à la personne, mais où seront les jeunes qui pourront aider les vieux dans les départements qui se dépeuplent? Comme le souligne Maxime Sbaihi, «on ne sait pas comment gérer un pays avec une pyramide des âges inversée».

Une productivité en berne

Les optimistes diront que la croissance résoudra tous les problèmes. Mais d'où viendra cette croissance? Pour accroître la richesse nationale avec une population active qui décroît, il faudrait une forte hausse des gains de productivité. Peut-être trouvera-t-on une recette miraculeuse dans les prochaines décennies, mais, pour l'instant, les gains sont très minces.

Au cours des dernières années, on a même observé un recul, si l'on en croit les calculs de l'Insee: «La productivité apparente du travail en France, mesurée ici comme le rapport du PIB à l'emploi exprimé en personnes physiques, a reculé de 3,5% entre 2019 et 2023 alors qu'elle progressait de +0,5 à +0,6% en moyenne par an entre 2011 et 2019.»

Si les inégalités entre pays ont tendance à se stabiliser, voire à se réduire, les inégalités à l'intérieur de chaque pays sont plutôt en hausse.

La faiblesse de la productivité n'est pas un problème spécifiquement français. Tous les pays développés constatent des performances en recul par rapport aux années 1990. Mais les États-Unis font mieux que l'Europe et la France fait moins bien que ses partenaires européens.

Denis Ferrand, directeur général de Rexecode, décrit crûment ce qui se passe ici: «Le modèle de la destruction créatrice ne fonctionne plus: la première partie, la destruction, fonctionne; la seconde, la création, ne fonctionne pas.» Le constat est sévère, mais il repose sur des études très précises effectuées par l'Insee: «Les entreprises entrantes sont moins productives que les autres en moyenne à partir de 2011, ce qui explique que la destruction créatrice contribue de moins en moins aux gains de productivité sur la période.»

En matière d'emploi, des progrès ont été accomplis en France au cours des dernières années: le taux de chômage est remonté à 7,7% au troisième trimestre de cette année après être descendu jusqu'à 7,1%, mais il faut se rappeler qu'il était monté à 10,5% à plusieurs reprises en 2013, 2014 et 2015. La politique d'abaissement des charges a favorisé les embauches dans les secteurs où les rémunérations sont peu élevées, mais il faudrait aussi créer plus d'emplois de haut niveau dans les secteurs où les gains de productivité sont élevés.

Un débat occulté par celui sur les inégalités

De cela, on parle assez peu. Dans le débat public, une nette priorité est donnée à l'accroissement des inégalités. En ce domaine, il est vrai que l'évolution récente n'est guère satisfaisante, ainsi que le confirme la dernière édition du portrait social de la France publié par l'Insee. On y apprend notamment qu'«entre 2003 et 2022, le revenu moyen des foyers à très hauts revenus [soit 0,1% des foyers] a davantage augmenté que celui des autres foyers fiscaux, bénéficiant de l'augmentation des revenus financiers et fonciers».

Ces chiffres publiés le 18 novembre ont déjà été abondamment commentés. Ils décrivent une situation que l'on retrouve dans beaucoup d'autres pays: si les inégalités entre pays ont tendance à se stabiliser, voire à se réduire, les inégalités à l'intérieur de chaque pays sont plutôt en hausse, comme si dans chacun d'entre eux une partie seulement de la population bénéficiait de l'essentiel des fruits de la croissance.

C'est effectivement un problème important, qui alimente la colère dans beaucoup de pays et favorise la montée de mouvements populistes qui se réclament de la droite ou de la gauche selon les cas. Mais il serait illusoire de penser qu'il est possible de le résoudre indépendamment des autres problèmes à l'ordre du jour, qu'il s'agisse du climat ou de la démographie, qui sont nouveaux et appellent des solutions que l'on ne trouve pas encore dans les manuels.

On ne peut voir le monde qu'à travers un seul prisme. Prenons l'exemple du Shift Project qui travaille à élaborer des solutions réalistes de décarbonation de l'économie. La réalisation de ses études nécessite de réunir des experts venus de multiples horizons, ayant des formations théoriques diverses et des années de pratique dans des activités diverses. C'est un travail pluridisciplinaire qui exige un gros effort de réflexion sur toutes les conséquences des mesures proposées.

Un superbe défi à relever

Les obstacles qui se trouvent devant nous sont extrêmement stimulants: on sait qu'on ne pourra les franchir qu'en inventant collectivement des solutions nouvelles. Pour les jeunes générations, c'est un superbe défi: mettre bêtement en application des recettes apprises sur les bancs de l'école ne serait pas très excitant; avoir à imaginer un monde nouveau, c'est autrement passionnant. C'est ce qu'il faudra faire, en espérant que nos futurs dirigeants politiques seront à la hauteur de ce défi.

La COP 30 a déçu: pouvait-il en être autrement, alors que Donald Trump, avec son «drill, baby, drill» («fore, chéri, fore»), a donné carte blanche à tous les pollueurs de la planète? Mais des avancées ont été enregistrées, notamment en ce qui concerne le financement des pays en développement, afin qu'ils puissent à la fois s'adapter au changement climatique et ne pas s'engluer dans les énergies fossiles.

La feuille de route souhaitée pour la sortie du charbon, du pétrole et du gaz n'a pas été tracée? Ce n'est pas la fin de l'histoire. Les boomers ont fait l'accord de Paris; aux jeunes générations de le mettre en œuvre et de tracer des voies nouvelles sur ce sujet comme sur les autres!

Édité par Thomas Messias

25 novembre 2025

Source : Slate.fr

LIBYE

Tripoli accélère sa transition numérique en mettant fin aux centraux téléphoniques

Libya Telecom, l'opérateur public libyen, vient de lancer une vaste opération de modernisation de ses infrastructures en entamant la suppression progressive de ses anciens centraux téléphoniques. Cette initiative, officialisée fin novembre, marque le début d'une transformation majeure dans le secteur des télécommunications libyen. La première phase du plan prévoit l'arrêt de 70 centraux à travers le pays.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large, portée par la Libyan Post, Telecommunications and Information Technology Holding Company (LPTIC), la société mère de l'opérateur, qui cherche à construire un réseau plus moderne, plus stable et plus durable. Cette évolution répond à un double besoin : se débarrasser d'une technologie obsolète et répondre aux nouvelles attentes des usagers, aussi bien particuliers qu'entreprises.

Les services ADSL continueront de fonctionner pour le moment, le temps que les projets de fibre optique soient achevés. Cette transition est donc conçue pour se faire de manière progressive, sans perturber brutalement les abonnés actuels. À terme, les services de téléphonie fixe migreront vers des réseaux plus modernes, comme la fibre (FTTx) ou les solutions mobiles 4G et 5G.

Depuis la guerre civile de 2011, qui a endommagé près d'un quart des infrastructures télécoms du pays, la Libye tente de reconstruire et de moderniser son réseau. Ces dernières années, le gouvernement a soutenu la libéralisation du secteur, encouragé les investissements dans le haut débit mobile, et lancé plusieurs grands projets d'infrastructure pour soutenir le développement numérique.

La réunion récente entre la LPTIC et l'Autorité générale des communications et de l'informatique a permis de définir un cadre de coopération autour de la souveraineté numérique, de la modernisation réglementaire et de la consolidation des structures. Cette coordination institutionnelle est perçue comme indispensable pour garantir la réussite de cette mutation technologique.

Derrière ce plan technique se profile une ambition politique : doter la Libye d'un système de télécommunications moderne, capable de soutenir le développement économique, de favoriser l'innovation, et de reconnecter les citoyens à des services de qualité. C'est une nouvelle étape dans la reconstruction du pays — une étape tournée vers un avenir numérique.

MAURITANIE

24,2 millions $ pour poursuivre la transformation numérique en 2026

L'intérêt pour la transformation numérique ne cesse de croître en Afrique, où elle est perçue comme un catalyseur de développement socio-économique. Le budget du ministère mauritanien de la Transformation numérique s'élevait à 468,97 millions d'ouguiyas en 2025, contre 550,68 millions en 2024.

Un budget de 959,6 millions d'ouguiyas, soit 24,2 millions de dollars, a été proposé pour les activités du ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration au cours de l'exercice 2026. Il a été examiné par la commission des finances de l'Assemblée nationale lors d'une séance le mardi 2 décembre, en présence du ministre Ahmed Salem Ould Bede.

Selon le ministre, le département travaillera à renforcer la souveraineté numérique du pays, améliorer la qualité des services publics et consolider une gouvernance numérique efficace. Les priorités comprennent le soutien à l'innovation numérique, l'extension des infrastructures technologiques sur l'ensemble du territoire, et le développement de solutions numériques inclusives pour accompagner la transformation de l'administration et répondre aux besoins des citoyens.

Le budget proposé pour 2026 représente une hausse de 104,6 % par rapport à celui de 2025, dans un contexte où le gouvernement intensifie ses efforts pour faire du numérique un levier de développement socio-économique.

Dans cette perspective, l'exécutif a lancé en janvier 2025 le projet « Digital-Y », financé à hauteur de 4 millions d'euros et réalisé en partenariat avec la coopération allemande. Ce projet vise à intégrer les outils numériques dans la gestion publique afin de moderniser les services et renforcer la transparence administrative. Au cours de l'année, Nouakchott a multiplié les avancées numériques : numérisation de services clés dans plusieurs secteurs, adoption d'une stratégie de commerce électronique à l'horizon 2030, initiatives en cybersécurité, lancement de travaux pour une politique nationale sur la blockchain et mise en place d'un programme spatial centré sur les nanosatellites. Le pays a également construit la station d'atterrissement de son deuxième câble sous-marin, mis en service un nouveau point d'échange Internet (IXP), inauguré un centre de données Tier 3 et poursuivi l'extension de son réseau télécoms.

Pour le moment, la Mauritanie se classe à la 165e place mondiale de l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) 2024 des Nations unies, avec un score de 0,3491 sur 1, nettement inférieur aux moyennes africaine et mondiale. En matière de cybersécurité, le pays figure dans l'avant-dernière cohorte selon l'Union internationale des télécommunications (UIT). L'organisation reconnaît une performance relativement solide pour le cadre législatif, mais des efforts restent nécessaires sur le plan organisationnel, technique, de développement des capacités et de coopération.

Par ailleurs, les réseaux 3G et 4G ne couvraient respectivement que 43,9 % et 34,7 % de la population mauritanienne en 2022, contre 97 % pour la 2G en 2023, selon l'UIT. Le taux de pénétration de l'Internet était de 37,4 %, contre 79,1 % pour la téléphonie mobile en 2023.

BUDGET 2026 TUNISIE

Le Parlement adopte 11 nouveaux amendements et poursuit l'examen du projet de loi

Le Parlement a repris mardi 2 décembre 2025 les travaux de la séance plénière conjointe consacrée au projet de loi de finances 2026, sous la présidence d'Ibrahim Bouderbala. La ministre des Finances, Michket Slama Khaldi, était présente avec sa délégation pour accompagner l'examen d'une nouvelle série d'amendements.

Au cours de cette séance matinale, 11 amendements supplémentaires ont été adoptés, tandis que 15 ont été rejetés et 22 retirés, confirmant un rythme de discussion dense et une forte implication des députés dans les arbitrages budgétaires de 2026. Le premier amendement adopté, l'amendement n°50, concerne l'exonération douanière des matières premières importées destinées à la fabrication de panneaux composites en aluminium. Il a été approuvé par 58 voix pour, contre 8 abstentions et 38 refus.

L'amendement n°51, qui vise à faciliter la régularisation des dettes fiscales des contribuables, a obtenu 60 voix favorables, avec 20 abstentions et 39 oppositions. Sur le volet social et financier, l'amendement n°57 a également été adopté : il prévoit l'effacement total des intérêts et intérêts de retard pour les personnes et microentreprises endettées auprès de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS), pour les créances arrivées à échéance avant le 31 décembre. Le remboursement du principal pourra être étalé jusqu'à 5 ans, au taux d'intérêt initial. Le vote a donné 60 voix pour, 20 abstentions et 25 contre.

Les députés ont ensuite approuvé l'amendement n°66, instituant un Fonds pour la justice environnementale et le développement durable, adopté par 63 voix, 15 abstentions et 23 refus. Un autre fonds social a été validé : l'amendement n°72 crée un fonds d'accompagnement matériel et social pour les orphelins issus de familles à faible revenu, supervisé par le ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Seniors. Il a recueilli 66 voix, 11 abstentions et 20 oppositions. L'amendement n°75, relatif à la régularisation de la situation des agents et ouvriers sous crédits délégués au ministère de l'Intérieur, a été adopté par 82 voix, avec 8 abstentions et 16 contre.

L'amendement n°81, qui prévoit la création d'un compte de transactions au nom des Tunisiens résidents en Tunisie, a reçu 69 voix favorables, 17 abstentions et 17 refus.

L'amendement n°85, prévoyant l'abandon des taxes de circulation (vignettes) dues pour les années 2022, 2023 et 2024, a été approuvé par 67 voix, avec 9 abstentions et 19 oppositions.

ARABIE SAOUDITE

Riyadh approuve le budget 2026 avec 306 milliards de dollars de recettes prévues

L'Arabie saoudite devrait générer des recettes de 1,15 trillion de francs suisses (306 milliards de dollars) en 2026, soit une augmentation de 5,1 pour cent par rapport à l'estimation de 2025, soulignant les gains du programme de diversification économique en cours du Royaume.

Le budget 2026, approuvé mardi par le prince héritier Mohammed ben Salmane lors d'une réunion du cabinet à Dammam, fixe les dépenses totales à 1,31 trillion de SR, soit un peu moins que les 1,34 trillion de SR prévus pour 2025, selon la déclaration budgétaire publiée par le ministère des Finances.

Le déficit budgétaire devrait atteindre environ 165 milliards de SR en 2026, soit 3,3 % du PIB, grâce à des politiques de dépenses anticycliques ciblées.

Le gouvernement donnera la priorité à l'efficacité des dépenses, à la modernisation des infrastructures et à l'amélioration des services publics.

Le ministère a déclaré que le gouvernement restait concentré sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses, le renforcement de la qualité des services essentiels et l'avancement des giga-projets et des stratégies nationales prioritaires alignées sur les objectifs de Saudi Vision 2030. "Ces efforts comprennent le développement continu des infrastructures, l'amélioration de la qualité de vie et le renforcement des services publics pour les citoyens, les résidents et les visiteurs", indique le communiqué. Les estimations révisées pour 2025 font état d'un déficit budgétaire de 245 milliards de SR, soit 5,3 % du produit intérieur brut. Le déficit devrait atteindre environ 165 milliards de SR en 2026, soit 3,3 % du PIB.

"Le déficit budgétaire devrait se maintenir à des niveaux plus bas à moyen terme, en raison de l'adoption par le gouvernement de politiques de dépenses anticycliques ciblées", note le rapport.

"Le gouvernement s'est engagé à maintenir un équilibre entre la réponse aux cycles économiques et le respect des objectifs de viabilité budgétaire.

Le budget prévoit également une croissance du PIB réel de 4,6 % en 2026, conformément au chiffre indiqué dans la déclaration prébudgétaire publiée en septembre.

Le prince héritier Mohammed ben Salmane a déclaré que le budget de l'État pour 2026 réaffirme l'engagement du Royaume à placer le bien-être des citoyens au centre des priorités du gouvernement.

Il a demandé aux ministres et aux fonctionnaires de mettre activement en œuvre les programmes et les projets décrits dans le budget - en particulier les initiatives de développement et les initiatives sociales qui font progresser la Vision saoudienne 2030 - en soulignant que les citoyens et leurs services restent la priorité absolue.

Selon l'agence de presse saoudienne, le prince héritier a noté que la transformation structurelle réalisée depuis le lancement de Vision 2030 a stimulé la croissance du secteur non pétrolier, maintenu l'inflation en dessous des moyennes mondiales, amélioré l'environnement des affaires, renforcé le rôle du secteur privé en tant que partenaire clé du développement, et positionné le Royaume en tant que centre économique et d'investissement mondial.

KENYA

Safaricom lance une levée de fonds de 309 millions $ pour financer ses projets

Cette initiative reflète l'ambition de Safaricom de devenir une entreprise technologique à impact responsable d'ici 2030. Elle représente, selon Stanbic Bank Kenya, l'un des plus grands projets de financement domestique jamais entrepris par le secteur privé kényan.

La société de télécommunications kényane, Safaricom PLC, a annoncé le lancement de son nouveau programme d'émission d'obligations domestiques à moyen terme, visant à lever jusqu'à 40 milliards de shillings kényans (KES), environ 309 millions de dollars.
Le programme a débuté par la levée de la première tranche, d'un montant de 15 milliards KES, assortie d'une option de surallocation de 5 milliards. Ces obligations sont proposées à un taux d'intérêt fixe de 10,40% par an, sur une durée de cinq ans.
La souscription est ouverte jusqu'au vendredi 5 décembre 2025. Cette tranche comprend notamment des obligations vertes, destinées à financer des projets ayant un impact environnemental positif, conformément au supplément de prix applicable.
L'opération est encadrée par un consortium de co-chefs de file composé de SBG Securities, Stanbic Bank Kenya et Standard Chartered Bank Kenya. Les agents de placement comprennent ces trois institutions ainsi que Dyer & Blair Investment Bank. « Nous sommes fiers de nous associer à Safaricom PLC en tant que conseiller principal conjoint, courtier sponsor, agent de placement et banque réceptrice pour son programme d'obligations à moyen terme domestiques de 40 milliards de KES – le plus important jamais approuvé par la CMA », a indiqué Stanbic Bank Kenya. Cette initiative a pour objectif de diversifier les sources de financement de la firme kényane des télécommunications et de soutenir ses projets futurs, alors qu'elle aspire à devenir d'ici 2030, une « entreprise technologique africaine responsable ».
Safaricom prévoit de se concentrer sur la réduction de ses émissions de carbone, le suivi de la diversité des genres et l'évaluation de son impact en matière d'égalité sociale.

CÔTE D'IVOIRE

Un nouvel appui de l'IFC pour soutenir l'accès universel à l'électricité

L'extension de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire progresse grâce à des mécanismes financiers qui mobilisent des investisseurs locaux et internationaux, parallèlement à la volonté d'augmenter la capacité installée, notamment grâce aux énergies renouvelables.
La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé fin novembre soutenir une nouvelle émission en Côte d'Ivoire destinée à financer jusqu'à 600000 branchements électriques dans le cadre du Programme Électricité Pour Tous (PEPT). L'institution apporte une garantie équivalente à 28,3millionsUSD, ce qui facilite la participation d'investisseurs locaux et internationaux. L'opération, qui vise près de 2,8millions de bénéficiaires, prolonge une première émission réalisée en 2023 qui avait structuré la première obligation sociale du secteur de l'énergie dans l'espace UEMOA. À cette occasion, l'IFC avait également apporté un montant équivalent à 48,8millionsUSD et couvert la moitié de l'opération destinée à soutenir jusqu'à 800000 nouveaux raccordements.
Le PEPT constitue le principal outil de raccordement des ménages à faibles revenus vivant dans des localités électrifiées. Le programme propose un paiement initial réduit et un remboursement échelonné sur les factures d'électricité. Entre 2014 et 2022, il a permis de raccorder 1500369 ménages selon les données officielles.
« Le modèle de financement innovant du PEPT continue de changer la donne pour atteindre l'accès universel à l'électricité en Côte d'Ivoire », a déclaré Zahalo Silué, président du Fonds PEPT. « Le soutien de l'IFC à cette deuxième émission obligataire souligne le rôle essentiel que jouent les marchés financiers dans la promotion du développement inclusif et l'amélioration des conditions de vie. »
En Côte d'Ivoire, le taux d'électrification atteignait 72% fin 2023 selon les données de la Banque mondiale, un niveau au-dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne. Mais le pays, qui veut atteindre l'accès universel à l'électricité, vise 17millions de nouveaux raccordements d'ici 2030.
L'atteinte de cet objectif repose sur des outils financiers comme le PEPT mais également sur un effort parallèle d'augmentation de la capacité de production, grâce notamment à l'intégration de davantage de capacités renouvelables, qui devront représenter 45% du mix électrique d'ici 2030.

SÉNÉGAL

Le prix d'achat du kilogramme d'arachide maintenu pour la campagne 2025/2026

Le Sénégal est le premier producteur ouest-africain d'arachide et le 3ème à l'échelle du continent après le Nigéria et le Soudan. Au début de la nouvelle campagne de 2025/2026, la question des prix planchers est au centre des préoccupations dans la filière.
Au Sénégal, le gouvernement a décidé de fixer le prix plancher d'achat du kilogramme d'arachide à 305 francs CFA auprès des producteurs pour la campagne de commercialisation 2025/2026. Ce prix identique à celui de la campagne précédente, a été confirmé par Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, dans un post publié sur sa page X le 27 novembre 2025.
Selon le responsable, cette décision traduit la volonté du gouvernement de renforcer son soutien à la filière, dans la mesure où les concertations avec le Comité national interprofessionnel de l'arachide (CNIA) et les analyses basées sur les cotations historiques et les marchés internationaux de Rotterdam et de la Chine avaient initialement abouti à un prix de référence de 250 F CFA/kg.
« Cette mesure permet de soutenir les familles rurales, de consolider la dynamique productive en cours et de renforcer, de manière durable, la souveraineté alimentaire du Sénégal », a déclaré M. Diagne. Elle s'inscrit en outre dans un contexte où le gouvernement cherche à relancer la production de l'oléagineux.
Selon les données du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), rapportées par le média local Senego le 25 novembre dernier, la récolte d'arachide au Sénégal pour la campagne 2024/2025 a été estimée à près de 960 000 tonnes. Les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie font déjà état d'une baisse de près de 33,33 % de la production nationale passée de 1,5 million de tonnes en 2022/2023 à 1,05 million de tonnes en 2023/2024. Reste à voir si le maintien du prix plancher permettra d'influencer positivement les perspectives de récolte pour 2025/2026.

BURKINA FASO

La filière oignon adopte le mécanisme de prix garantis

Au Burkina Faso, l'oignon est la principale culture maraîchère cultivée et commercialisée. Face aux défis de la volatilité des prix de la denrée, les acteurs de la filière adoptent une nouvelle mesure visant à améliorer la régulation du marché.
Au Burkina Faso, le Comité interprofessionnel de la filière oignon (CIFOB) a annoncé, le 1er décembre 2025, la fixation d'un prix minimum garanti de 165 francs CFA par kilogramme pour les achats du bulbe auprès des producteurs selon les informations relayées par le média local Le Faso.net.
Il s'agit de la première fois qu'un mécanisme de prix plancher est mis en place dans cette filière. Cette décision est intervenue après plusieurs consultations multipartites impliquant producteurs, commerçants, transporteurs, services étatiques et partenaires techniques au cours d'un atelier national organisé les 19 et 20 novembre par la Confédération paysanne du Faso (CPF) et l'Union nationale des producteurs d'oignon (UNAPOB).
L'instauration d'un prix minimum garanti, comme c'est le cas dans d'autres filières stratégiques telles que le sésame ou l'anacarde, vise à trouver un compromis entre la nécessité de garantir un revenu décent aux producteurs face à la fluctuation des prix et celle de maintenir la compétitivité sur les marchés nationaux et régionaux.
« Ce prix minimum garanti signifie que l'on ne peut pas acheter l'oignon chez les producteurs en dessous du montant que nous avons communiqué. Il faut encourager les producteurs si nous voulons qu'il y ait toujours de l'oignon sur le marché. À travers des sensibilisations, nous allons essayer de faire respecter ce prix minimum », a déclaré Adama Nassa, vice-président du CIFOB.
L'enjeu sera également de faire de ce mécanisme un vecteur de stabilité et un levier pour renforcer l'engagement des producteurs, améliorer la productivité de la filière ainsi que la régulation du marché. Au Burkina Faso, la production d'oignon était évaluée à près de 420 000 tonnes en 2021, d'après les données compilées par l'Agence pour la Promotion des Exportations, et implique plus de 700 000 producteurs maraîchers à travers le pays.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses attentistes en Asie, la roupie indienne plonge

Les Bourses asiatiques tentaient de résister mercredi, guettant toujours indicateurs américains et banques centrales. Sur les marchés des changes, la roupie indienne tombait à ses plus bas niveaux historiques sous la pression de l'offensive commerciale de Washington.

A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a grimpé en clôture de 1,13% à 49'864,68 points, tandis que l'indice élargi Topix se repliait lui de 0,20% à 3334,32 points. La Bourse de Séoul a gagné 1,04%, Taipei 0,83% et Sydney 0,18%. L'indice hongkongais abandonnait pour sa part 1,35% vers 07h30, dans un marché frileux et après un indicateur indépendant faisant état d'un nouveau ralentissement du crucial secteur des services en Chine. "Les actions japonaises restent imprévisibles (...) En l'absence de facteurs positifs à l'achat, les anticipations croissantes d'une hausse rapide des taux d'intérêt par la Banque du Japon (dès la semaine prochaine) devraient limiter la progression", observent les experts de Tokai Tokyo Intelligence.

"Les marchés asiatiques affichent aujourd'hui une tendance prudemment positive, profitant de l'élan de Wall Street, mais les conditions ne sont pas encore réunies pour une reprise généralisée", abonde Hebe Chen, analyste chez Vantage Markets, citée par Bloomberg. "Le calendrier chargé des réunions des banques centrales maintiennent les opérateurs sur le qui-vive."

Les investisseurs continuent ainsi dans l'ensemble de limiter les prises de risques avant l'annonce d'une série d'indicateurs américains (emploi mercredi, prix à la consommation vendredi) et sur fond de spéculations quant aux prochaines décisions monétaires aux États-Unis comme au Japon lors des prochaines semaines.

Roupie indienne sous pression

Après avoir déjà lourdement trébuché mardi à des plus bas historiques, la roupie indienne continuait de s'enfoncer mercredi, tombant sous la barre symbolique des 90 roupies pour un dollar américain. Vers 07h30, elle cédait 0,45% à 90,27 roupies pour un dollar. La devise souffre de l'impasse des négociations commerciales entre Washington et New Delhi, qui est visé par une violente offensive douanière: les États-Unis imposent des droits de douane prohibitifs de 50% aux produits indiens importés.

L'Inde demeure parmi les dernières grandes économies à ne pas avoir signé d'accord commercial avec les États-Unis, même si ses dirigeants se montrent optimistes quant à une conclusion prochain d'un compromis. Dans ce contexte, les droits de douane américains pénalisent les exportateurs indiens, tandis que la vigueur des importations maintient à un niveau élevé la demande indienne de dollars: d'où la pression intense sur la roupie. "Globalement, l'offre et la demande de dollars en Inde restent fortement déséquilibrées, sous l'effet de besoins d'importations accrus, d'un déficit courant plus important et, surtout, de la faiblesse des flux de capitaux, notamment des investissements directs étrangers et des entrées de capitaux", résume Michael Wan, analyste de la banque MUFG.

Parmi les facteurs-clé, "on trouve l'incertitude qui plane sur l'accord commercial indo-américain toujours pas annoncé (...)et l'absence d'interventions efficaces de la banque centrale (RBI), qui étaient auparavant courantes", complète Dilip Parmar, analyste chez HDFC Securities. Sur ce dernier point, "l'inflation étant nettement inférieure aux prévisions initiales, la priorité de la politique monétaire est désormais de soutenir la croissance plutôt que de puiser dans les réserves pour maintenir un niveau artificiel" de la roupie, observe Raj Gaikar, analyste de SAMCO Securities.

Le yen avance, spéculations sur la BoJ

La monnaie japonaise progressait de 0,18% à 155,60 yens pour un dollar vers 07h30. Les investisseurs restent motivés par les propos tenus lundi par le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, qui ont renforcé les attentes d'une hausse de taux dès sa réunion des 18-19 décembre.

Le rebond du bitcoin enregistré mardi, après de lourdes pertes récentes liées à l'aversion pour le risque, s'essoufflait déjà mercredi dans les échanges asiatiques. Il gagnait cependant toujours 1,77% à 93'235 dollars vers 07h30.

Le marché pétrolier lui se reprenait: le cours du baril de WTI nord-américain gagnait 0,14% à 58,78 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,19% à 62,58 dollars.

BOURSE ZURICH

Ouverture attendue en légère hausse

La Bourse suisse se préparait à ouvrir la séance de mercredi en légère hausse, dans la foulée du rebond de Wall Street la veille en clôture. Les investisseurs n'en demeuraient pas moins prudents, leurs regards se tournant vers la publication dans l'après-midi des chiffres de l'emploi américain.

Les marchés européens devraient ouvrir en légère hausse ce matin, portés par le rebond du Bitcoin et un certain apaisement sur les rendements japonais, observe John Plassard, associé de la banque Cité-Gestin. La perspective d'un nouveau président de la Fed - Kevin Hassett étant largement perçu comme favori - ajoute également une note de soutien aux actifs (dits) risqués, note l'expert en investissements. M. Plassard souligne cependant "une inconnue majeure: les chiffres de l'emploi américain (ADP) attendus cet après-midi, susceptibles de réorienter les anticipations de taux à une semaine du rendez-vous décisif de la Fed". Les principaux indices américains ont repris leur souffle mardi, effaçant une partie de la glissade de la veille dans un mouvement de stabilisation qui en dit long sur la nervosité ambiante, selon M. Plassard. Le Dow Jones a avancé de 0,39%, l'indice Nasdaq a gagné 0,59% et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,25%.

Du côté des premières informations macroéconomiques de la matinée, la croissance des services en Chine a de nouveau ralenti en novembre. Elle a atteint son plus faible niveau en cinq mois, selon l'indice d'activité des directeurs d'achat (PMI), signe d'un moral atone des consommateurs chinois, tandis que l'industrie manufacturière continue de s'enfoncer.

Ce mercredi, les investisseurs se pencheront encore sur l'inflation en Suisse en novembre, ainsi que les indices PMI en zone euro, en Grande-Bretagne et aux États-Unis tout comme l'ADP de l'emploi et la production industrielle aux États-Unis.

A la Bourse suisse, Le SMI notait peu après 08h15 à 12'900 points, soit une hausse de 0,08%, selon les calculs avant-Bourse de la banque Julius Bär. Sur les vingt valeurs constitutives de l'indice phare, seul le cimentier Holcim (-0,7%) perdait du terrain, Jefferies ayant abaissé sa recommandation à "hold", contre "buy" précédemment et ramené l'objectif de cours à 82,90 francs suisses, contre 83,50 francs suisses. La défensive Swisscom faisait quant à elle du surplace.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Décembre 2025
Valeur : 05 Décembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.0354	130.0504
1	EUR	EURO	151.3612	151.4047
1	GBP	POUND STERLING	172.1411	172.2066
100	JPY	JAPANESE YEN	83.5327	83.5477
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4066	18.4090
1	CHF	SWISS FRANC	162.0783	162.1172
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0619	93.0926
1	DKK	DANISH KRONE	20.2661	20.2703
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8249	13.8291
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8683	12.8727
1	AED	UAE DIRHAM	35.4011	35.4100
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6475	34.6552
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.5681	423.7550
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9401	44.3817
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0538	14.0554
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8060	23.9283
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2681	3.2783
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.9460	176.9460

BOURSES DE L'EUROPE

Ouverture en hausse prudente

Les principales Bourses européennes sont en hausse prudente mercredi en début de séance, les investisseurs recentrant leur attention sur la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) prévue la semaine prochaine et attendant une série de données sur l'activité du secteur privé de la zone euro.

À Paris, le CAC 40 gagne 0,08% à 8.081,11 points vers 08h15 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,44% et à Londres, le FTSE 100 cède 0,12%.

L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,45%, le FTSEurofirst 300 gagne 0,27% et le Stoxx 600 prend 0,24%.

Les marchés d'actions évoluent avec prudence, tout en gardant à l'esprit la baisse attendue des taux d'intérêt américains la semaine prochaine, qui alimente l'optimisme après un début de semaine marqué par l'aversion au risque.

Les investisseurs attendent par ailleurs les indices PMI définitifs de la zone euro, qui devraient donner des indications sur l'activité du secteur privé dans le bloc. La première estimation pour le mois de novembre a montré que la croissance s'est poursuivie, soutenue par une forte progression dans le secteur des services qui a compensé la faiblesse de la demande dans le secteur manufacturier.

Les marchés se préparent également pour un discours de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, devant la commission des Affaires économiques du Parlement européen, prévu à partir de 08h30 GMT. Ses déclarations interviendront au lendemain de la publication des données sur l'inflation en zone euro, qui contre toute attente a accéléré en novembre sur un an, sans pour autant remettre en cause les anticipations sur la trajectoire des taux de Francfort.

Aux valeurs, Airbus avance de 2% malgré l'abaissement de son objectif de livraison d'avions commerciaux pour 2025, alors que l'avionneur européen est sous pression après qu'un incident de logiciel l'a forcé à opérer un rappel massif de ses A320 et a confirmé lundi avoir identifié un problème de qualité industrielle affectant des panneaux de fuselage sur ses avions de la même famille.

À Paris également, Eutelsat recule mercredi de 8,2% après la cession par Softbank Group Capital de 36 millions de droits dans l'opérateur européen de satellites, selon un teneur de livre impliqué dans le processus mardi.

Ailleurs en Europe, Hugo Boss plonge de plus de 10% après l'annonce des perspectives pour 2026, notamment une baisse du chiffre d'affaires de l'ordre de 5% à 9%.

À Madrid, Inditex s'envole de plus de 7%, le propriétaire de Zara ayant publié un chiffre d'affaires en hausse de 10,6% à taux constant au début de son quatrième trimestre.

POUR LE NEUVIÈME MOIS CONSÉCUTIF

L'industrie américaine se contracte

L'industrie manufacturière américaine continue de s'enfoncer dans le rouge. Selon les données publiées par la presse économique américaine, l'activité du secteur s'est de nouveau contractée en novembre, enregistrant ainsi un neuvième mois consécutif de recul, dans un contexte de coûts élevés, d'incertitudes réglementaires et de pressions liées aux tarifs douaniers imposés ces derniers mois.

L'indice de l'Institute for Supply Management (ISM) est tombé à 48,2 points, après 48,7 points en octobre, soit bien en dessous du seuil des 50 points qui sépare l'expansion du repli. La présidente du comité de l'indice, Susan Spence, résume la situation sans détour : « Tout tourne autour des tarifs. Nous ne voyons rien à l'horizon qui pourrait inverser cette tendance. »

Coûts en hausse et gel des embauches

Selon le Wall Street Journal, de nombreuses entreprises industrielles font face à des coûts plus élevés sur les matériaux importés, conséquence directe des nouvelles vagues de tarifs douaniers décidées par l'administration Trump depuis juillet. Ces changements fréquents dans le niveau des tarifs ont par ailleurs créé un climat de forte incertitude, poussant les entreprises à adopter une posture prudente. Ainsi, 67 % des entreprises sondées déclarent désormais « gérer le nombre d'employés plutôt que d'élargir les recrutements », faute de visibilité et en raison d'une demande affaiblie.
Les secteurs les plus touchés incluent : le textile, l'habillement, le papier, les produits chimiques, et les équipements de transport. Ce dernier a d'ailleurs subi une « forte claque », conduisant certaines entreprises à délocaliser leurs chaînes de production plutôt que de réinvestir aux États-Unis.

Un second indicateur plus positif, mais en trompe-l'œil

Un autre indice publié par S&P Global, également centré sur l'activité manufacturière, affiche une lecture légèrement meilleure à 52,2 points en novembre, contre 52,5 points en octobre.
Bien qu'il reste au-dessus du seuil d'expansion, le rapport souligne que cette hausse de la production s'est accompagnée d'une augmentation marquée des stocks invendus et d'un ralentissement du rythme des nouvelles commandes, particulièrement à l'export, où les tarifs et la guerre commerciale pèsent lourdement.
L'économiste Oliver Allen, du cabinet Pantheon Macroeconomics, estime qu'un léger rebond de la production industrielle pourrait apparaître au premier semestre de l'année prochaine. Il évoque notamment : l'éventuelle baisse de l'incertitude liée aux tarifs, la détente progressive des taux d'intérêt, et les incitations fiscales à l'investissement. Mais il tempère immédiatement : « Nous anticipons une reprise lente et modeste. »
Dans l'ensemble, les données convergent vers le même constat : les tarifs douaniers actuels et potentiels constituent désormais le facteur central de la contraction du secteur industriel américain. Entre pression sur les coûts, affaiblissement de la demande, risques juridiques et attentes autour d'une décision de la Cour suprême pouvant invalider une partie des tarifs imposés, l'industrie américaine avance dans un brouillard épais. Pour l'heure, note le rapport, la trajectoire reste orientée vers la contraction, et rien n'indique un redressement proche.

TURQUIE

L'inflation dépasse les 31% mais elle est à son plus bas niveau depuis quatre ans

L'inflation, supérieure à 30% en glissement annuel depuis novembre 2021, avait dépassé les 75% en mai 2024 avant d'entamer un ralentissement. L'inflation a ralenti en Turquie en novembre, à 31,1% sur un an contre 32,9% en octobre, soit son plus bas niveau depuis quatre ans, selon les chiffres officiels publiés mercredi. La flambée des prix concerne tout particulièrement l'éducation (+66,2% sur douze mois) et le logement (+49,9%). Sur un mois, la hausse des prix à la consommation s'établit à 0,9%, en net reflux par rapport à octobre (+2,6%).
L'inflation, supérieure à 30% en glissement annuel depuis novembre 2021, avait dépassé les 75% en mai 2024 avant d'entamer un ralentissement. Les chiffres officiels sont toutefois contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), qui calculent la hausse des prix à la consommation à 56,8% sur douze mois.

Une inflation à 12% dans un an ?

La banque centrale turque avait entamé en décembre un cycle de baisse de ses taux, à la faveur d'un ralentissement de l'inflation. Fin octobre, elle avait ainsi abaissé son principal taux directeur de 40,5% à 39,5% après l'avoir déjà réduit de 3,5 points en juillet puis de 2,5 points en septembre. "La tendance sous-jacente de l'inflation s'est accentuée en septembre", notait la banque centrale, qui demeure prudente face au "ralentissement du processus de désinflation". Une politique monétaire restrictive sera "maintenue jusqu'à atteindre la stabilité des prix", avait indiqué la banque centrale. "La politique monétaire sera resserrée en cas d'écart significatif des perspectives d'inflation par rapport aux objectifs intermédiaires", avait-elle ajouté.
La hausse des prix à la consommation, qui avait dépassé les 85% fin 2022, a été ramenée en août à 32,95%, selon les chiffres officiels contestés par certains économistes. Selon les prévisions de la banque centrale, l'inflation ralentira à 24% fin 2025 et à 12% fin 2026.

ELLE COMMENCE À DÉLIVRER SES NOUVELLES LICENCES D'EXPORTATION

La Chine lève enfin le pied sur les terres rares

Après une rencontre entre les présidents américain et chinois en novembre, la Chine a délivré de nouvelles licences d'exportation de terres rares. Ces autorisations "globales" doivent faciliter les échanges commerciaux pour les entreprises concernées.
Première étape vers la détente? La Chine a délivré le premier lot de nouvelles licences d'exportation de terres rares, une mesure clé convenue lors du sommet entre le président américain Donald Trump et le président chinois Xi Jinping, a déclaré une source mardi. Ces approbations interviennent après des mois de perturbations déclenchées par l'introduction de contrôles chinois sur les exportations de terres rares en avril, au plus fort de la guerre commerciale entre Washington et Pékin.
En obligeant les entreprises à demander des licences pour chaque exportation, la Chine a créé des pénuries qui ont paralysé une partie de la chaîne d'approvisionnement automobile et lui ont donné un énorme poids dans les négociations avec les États-Unis. Les nouvelles "licences générales" sont conçues pour alléger cette pression en autorisant davantage d'exportations dans le cadre de permis d'une durée d'un an pour des clients individuels et ont été l'un des principaux résultats de la réunion entre Donald Trump et Xi Jinping à la fin du mois d'octobre.

Fournisseurs de l'industrie automobile

Le fabricant chinois d'aimants JL Mag Rare Earth a reçu des licences générales pour la quasi-totalité de ses clients, tandis que Ningbo Yunsheng et Beijing Zhong Ke San Huan High-Tech ont obtenu des licences pour certains de leurs clients, a déclaré à Reuters une source. Les trois entreprises et le ministère chinois du Commerce n'ont pas répondu aux questions dans l'immédiat. Elles vendent notamment à l'industrie automobile, selon leurs sites internet. JL Mag possède une filiale en Europe et Ningbo Yunsheng déclare avoir des clients en Europe et en Amérique.

IRLANDE

Dublin anticipe un ralentissement de son économie

Les droits de douane américains vont «affecter la croissance» irlandaise l'an prochain, a prévenu le gouvernement lors de la présentation de son budget annuel 2026, ce qui ne l'empêchera pas d'injecter des milliards d'euros dans les services publics et de baisser les impôts. Dotée d'une fiscalité avantageuse pour les entreprises, l'Irlande voit chaque année ses recettes gonflées par les nombreuses multinationales, dont des géants américains de la tech (Apple, Google ou la maison mère de Facebook, Meta), qui y ont installé leur siège européen, afin d'y déclarer l'essentiel de leurs revenus sur le continent.
Le pays continue de présenter pour l'an prochain un excédent budgétaire (c'est-à-dire que, grâce à cette manne, le pays perçoit plus que ce qu'il dépense), mais celui-ci est réduit de moitié, à 5,1 milliards d'euros. Malgré «l'accord commercial récent entre l'UE et les États-Unis», qui limite l'essentiel les droits de douane américains à un plafond de 15%, ceux-ci «auront évidemment un impact sur la croissance au cours des années à venir», a prévenu le ministre irlandais des Finances, Paschal Donohoe, à la chambre basse du Parlement. La croissance économique irlandaise doit ainsi ralentir à 2,3% l'année prochaine, contre 3,3% en 2025, a-t-il précisé.

ALLEMAGNE

L'économie traverse "sa crise la plus profonde" de l'après-guerre

L'économie allemande traverse "sa crise la plus profonde" de l'après-guerre, a averti mardi la première fédération industrielle du pays, reprochant au gouvernement son inaction malgré une quatrième année consécutive de production industrielle en chute.
Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne devrait au mieux connaître une année de stagnation en 2025, après deux ans de récession, tandis que le chancelier Friedrich Merz semble peiner à trouver la recette pour mener des réformes et donner confiance aux entreprises.
"L'économie allemande est en chute libre et pourtant le gouvernement ne réagit pas avec la détermination nécessaire", a déclaré dans un communiqué Peter Leibinger, président de la Fédération des industries allemandes (BDI).
Le communiqué de cette organisation patronale est pour le moins alarmiste et critique du chancelier Merz, un conservateur allié aux sociaux-démocrates au sein d'une coalition gouvernementale assez impopulaire, arrivée au pouvoir au printemps, après des élections législatives marquées par l'essor de l'extrême droite.
"Nous attendons cette année une chute de la production de 2%, la production industrielle sera donc en recul pour la 4e année consécutive. Ce n'est pas un trou d'air conjoncturel, mais un décrochage structurel", martèle le BDI, appelant les autorités à un "tournant dans la politique économique, avec des priorités claires pour la compétitivité et la croissance".

OPENAI

Ce nouveau deal en lien avec la famille Trump pourrait faire jaser…

Encore un accord peu conventionnel dans le monde de l'intelligence artificielle (IA). OpenAI entre au capital de Thrive Holdings, société dirigée par le frère du gendre de Donald Trump. Le tout sans débourser aucun centime.

Dans un contexte où les partenariats dans l'IA semblent favoriser l'entre-soi, avec des flux financiers et des intérêts difficiles à distinguer, cette annonce a de quoi interroger. Car OpenAI possède désormais une part dans une entreprise détenue par Thrive Capital, l'un de ses plus gros investisseurs. On pourrait presque s'y perdre.

En qui consiste l'accord ?

Cet fonds fait en effet partie du cercle très restreint des investisseurs influents de la Silicon Valley malgré son ancrage à Manhattan. C'est Joshua Kushner, frère de Jared Kushner, qui est à sa tête. Et sa filiale Thrive Holdings, lancée plus tôt cette année, vise à racheter des entreprises de services pour les transformer grâce à l'IA.
C'est ici qu'OpenAI entre en jeu. La start-up la plus valorisée au monde reçoit une part « significative » du capital de l'entité et, en échange, met ses équipes, ses modèles et ses outils d'IA à sa disposition. Surtout, elle met la main sur les données opérationnelles de Thrive Holdings, un élément crucial pour continuer d'entraîner et de peaufiner ses grands modèles de langage.
Malgré tout, cet accord peut soulever des questions, car certains proches du gouvernement pourraient grandement en bénéficier, d'autant plus que la Maison-Blanche pousse pour le développement et l'adoption de l'intelligence artificielle.

De plus en plus de partenariats pour OpenAI

Mais ce n'est pas tout. Ces derniers temps, OpenAI a multiplié les partenariats où elle ne dépense pas d'argent mais récupère des parts ou des avantages financiers futurs. Des promesses fragiles, et parfois opaques, alors même que l'écosystème commence à se questionner sur sa capacité à réellement devenir un mastodonte rentable sur le long terme.
En parallèle, la firme de Sam Altman cherche à se tourner massivement vers les clients professionnels. Car si elle est très populaire auprès du grand public par rapport à ses concurrents, c'est bien auprès des entreprises qu'elle parviendra à engranger le plus de revenus.

MALGRÉ LES RESTRICTIONS

Le Chinois SMIC est en mesure de fabriquer des puces en 5 nm

En butte aux restrictions américaines, les sociétés chinoises sont contraintes de redoubler d'ingéniosité pour améliorer leurs processus de production et elles semblent y parvenir au-delà de toute espérance.
Sans accès à la technologie EUV autorisée par les machines de l'entreprise ASML, les fondeurs chinois n'ont d'autre choix que de perfectionner et pousser dans ses retranchements la plus ancienne technique DUV. Mais à cœur vaillant rien d'impossible nous dit le proverbe…

Pas besoin d'EUV pour le 5 nm ?

Pour fabriquer les semi-conducteurs les plus modernes, il est nécessaire d'employer des machines particulièrement imposantes reposant sur la technique dite EUV (pour Extreme Ultraviolet Lithography).
Les machines en question sont imposantes, certes, elles sont également très onéreuses, mais ce n'est pas le fond du problème pour les entreprises chinoises. En effet, une seule entreprise est en mesure de produire de telles machines, il s'agit de la Néerlandaise ASML. Or, les États-Unis ont fait pression sur le gouvernement des Pays-Bas afin que de telles machines ne puissent plus être exportées vers la Chine.
De fait, les entreprises chinoises se reposent sur une technique plus ancienne et moins efficace – le DUV (Deep Ultraviolet) – pour graver leurs puces. Pour des produits en 7 nm, SMIC aurait ainsi besoin d'un bien plus grand nombre d'étapes qu'avec l'EUV, entraînant risques d'erreurs et coûts plus élevés. Et si la firme est parvenue à produire des puces comme le Kirin 9030 (7 nm), personne ne la croyait capable d'atteindre le 5 nm.

Le Kirin 9030 Pro preuve du savoir-faire chinois

Ou plutôt, si SMIC avait déjà indiqué être en mesure de produire des puces en 5 nm il y a un an, tout cela ressemblait fort à un effet d'annonce et personne ne la voyait commercialiser de tels composants à grande échelle.
Pourtant, comme l'expliquent nos confrères de Hardware&Co, SMIC confirme que son premier SoC 5 nm conçu à l'aide de la technologie DUV est bel et bien en vente : il s'agit du Kirin 9030 Pro que l'on retrouve au cœur du nouveau fleuron de la marque Huawei, le smartphone Mate 80 Pro Max.
Non seulement, SMIC a donc pu se passer de la technologie EUV pour produire des puces 5 nm, mais elle semble en mesure de le faire à grande échelle, pour alimenter Huawei. Si l'on en croit les spécifications techniques de ce Kirin 9030 Pro (gravé en 5 nm) par rapport à celles du Kirin 9030 (7 nm), les différences ne sont pour autant pas incroyables. Ainsi, les deux puces sont équipées du GPU Maleoon 935, elles disposent également de la même structure à neuf cœurs CPU et leur conception semble tout à fait similaire. Il y a toutefois quelques différences, notamment, dans la gestion à très basse consommation.

Kirin 9030
- 2 cœurs « large » à 2,75 GHz
- 4 cœurs « medium » à 1,72 GHz
- 6 cœurs « efficient » à 2,27 GHz

Kirin 9030 Pro
- 2 cœurs « large » à 2,75 GHz
- 4 cœurs « medium » à 1,72 GHz
- 8 cœurs « efficient » à 2,27 GHz

Le nouveau venu peut donc afficher deux threads de plus que son petit frère et devrait se montrer plus à son aise sur les travaux les plus légers, plus puissant sur tout ce qui tourne en tâche de fond. À vérifier lors des tests bien sûr.

De la question de la densitée réelle

Il n'est pas question de minimiser la performance de SMIC que personne n'attendait à ce niveau de technicité aussi rapidement et, surtout, sans avoir accès à la technologie EUV des machines ASML.
Pour autant, il convient de rappeler que le nom ne fait pas tout et qu'indiquer produire des puces en 5 nm ne signifie pas pour autant atteindre une densité de transistors équivalente au 5 nm des autres fondeurs. On se souviendra par exemple de la manœuvre d'Intel qui, en 2021, avait revu la dénomination de ses technologies afin d'être davantage « comparable » à ce que réalise TSMC.
Quelques années plus tard, c'est Samsung qui, à son tour, a décidé de revoir le nom donné à ses finesses de gravure afin – c'est en tout cas le propos officiel – de davantage coller à la réalité des produits. S'il est difficile de démêler le vrai du faux alors que les secrets de fabrication sont bien gardés, il se dit que la densité du 5 nm de SMIC est bel et bien inférieure à celle de ses concurrentes.
De la même manière, autre signe des progrès que SMIC doit encore accomplir, le Kirin 9030 Pro n'est donné que pour des fréquences maximales de 2,75 GHz sur ses cœurs les plus performants alors qu'avec du 5 nm signé TSMC, Qualcomm a dépassé les 3 GHz sur certains de ses Snapdragon.
Mais une fois encore, cela n'enlève rien à la prouesse de SMIC qui n'a pas fini de nous surprendre.

Deutsche Telekom et Lidl vont créer un datacenter IA

Selon la presse allemande dont Handelsblatt, l'opérateur télécom et le groupe Schwarz (propriétaire de Lidl) sont en discussion pour créer un datacenter IA. Ces négociations s'inscrivent dans le plan de la Commission européenne d'investir 20 milliards d'euros dans la construction de datacenter IA en Europe. De son côté, le groupe Schwarz a depuis quelques années pris le parti de développer son offre IT et cloud. En 2024, la filiale Schwarz Digit avait un chiffre d'affaires avoisinant les 2 Md€. Une orientation vers l'IA pourrait accélérer cette croissance.

UTILITAIRES CONNECTÉS

Comme les voitures, les fourgons deviennent de vrais smartphones sur roues

Oubliez tout ce que vous savez sur les véhicules utilitaires. Avec son nouveau Trafic, Renault ne propose pas simplement un modèle mieux équipé : le constructeur français change les règles du jeu en faisant du logiciel le véritable cœur du véhicule. Une révolution qui promet de transformer radicalement l'expérience des professionnels et qui a sans doute un peu plus d'intérêt par rapport aux services déjà embarqués dans nos voitures modernes, et dont nous sommes très peu à nous servir.

Imaginez un utilitaire qui s'améliore avec le temps, comme votre smartphone reçoit ses mises à jour. C'est exactement la promesse du nouveau Renault Trafic, premier véhicule utilitaire à embrasser pleinement la philosophie du "Software-Defined Vehicle" ou SDV pour les intimes. Contrairement aux modèles classiques tels que nous les connaissons où le logiciel se contente de gérer l'écran tactile et quelques fonctions isolées, ici c'est lui qui orchestre absolument tout : motorisation, batterie, systèmes de sécurité, capteurs, navigation et même les communications avec le cloud.

Architecture CAR OS

La différence ? Auparavant, on achetait une machine équipée de quelques programmes. Désormais, on acquiert un système digital qui se trouve embarquer une carrosserie et des roues. Le changement de perspective est donc total. Grâce à cette architecture centralisée baptisée CAR OS, développée par Ampere en partenariat avec Android Automotive, le Trafic devient évolutif. Il ne vieillit plus comme avant : des fonctionnalités nouvelles peuvent être ajoutées à distance, des services s'enrichissent selon les usages constatés, et le véhicule reste constamment d'actualité sans jamais passer par l'atelier.

Un utilitaire qui grandit avec votre activité

Cette capacité d'évolution ouvre des perspectives inédites pour les professionnels. Un artisan qui débute avec un Trafic basique pourra, deux ans plus tard, activer de nouvelles options de planification d'itinéraires sans changer de véhicule. Un transporteur frigorifique bénéficiera d'optimisations logicielles pour affiner la gestion thermique de son compartiment réfrigéré. Les gestionnaires de flottes pourront déployer des outils de supervision plus sophistiqués sur l'ensemble de leurs véhicules existants.
Concrètement, cela signifie que votre "investissement" vieillit mieux. La valeur résiduelle grimpe puisque le véhicule d'occasion est capable d'intégrer les dernières innovations. Fini l'obsolescence programmée qui vous pousse à renouveler votre parc tous les quatre ans : l'utilitaire suit le rythme technologique au lieu d'être dépassé par lui. Un phénomène que l'on observe aussi dans l'univers de l'automobile. La Tesla Model S en est peut-être le meilleur exemple, avec plus de 12 ans de carrière et des prestations toujours à la page, voire même plus avancées encore que certains modèles plus récents. Volvo embrasse la même perspective et compte allonger la durer de vie de ses autos, tout comme Toyota qui a récemment annoncé que certains de ses modèles allaient passer d'un cycle de vie de 7 à 9 ans grâce aux mises à jour à distance.

Des aménagements spécifiques qui "dialoguent" avec le véhicule

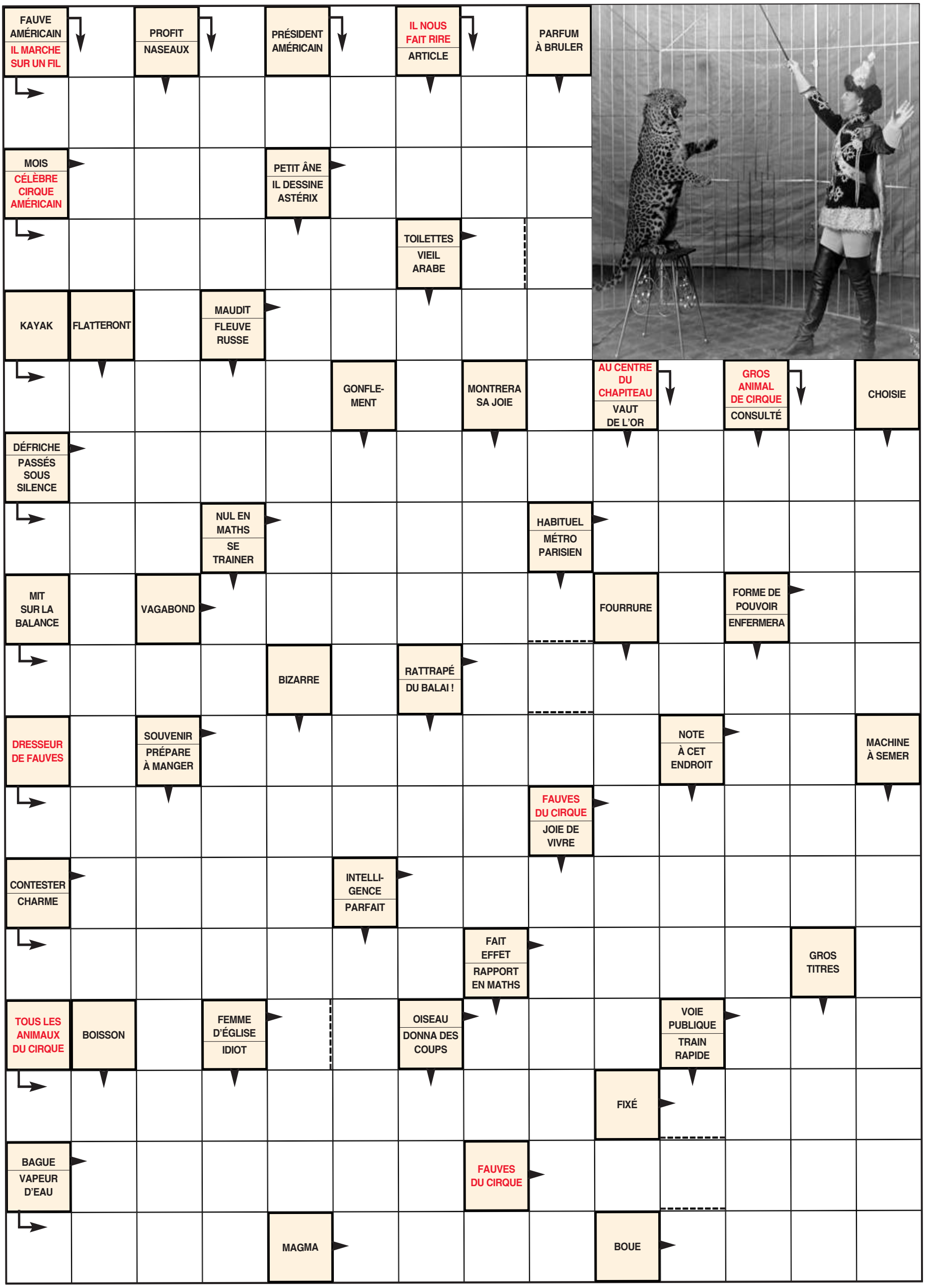
L'approche devient particulièrement pertinente quand on aborde la question des aménagements professionnels. Transformer un Trafic en ambulance, en un atelier mobile ou un véhicule d'intervention ne relève plus de la simple transformation mécanique. Les équipementiers peuvent désormais programmer leurs installations directement dans le système d'exploitation du véhicule. Les gyrophares, les systèmes de régulation de température, les équipements spécialisés : tout communique via une interface unique et cohérente.
Pour un transporteur sous température dirigée, par exemple, le système devient carrément prédictif. En analysant simultanément la météo, l'état de charge de la batterie et le parcours prévu, l'intelligence embarquée peut anticiper un risque de rupture de la chaîne du froid et proposer automatiquement des recharges supplémentaires. On passe d'un véhicule passif à un véritable partenaire de travail, d'où l'intérêt de ce type de technologie pour ce type de véhicule.

La sécurité réinventée par l'intelligence artificielle

Dernier atout : la sécurité active repensée. Le système "Safety Coach" analyse en continu votre conduite (vitesse, distances, trajectoires, niveau d'attention) et établit un score à l'issue de chaque trajet. Loin d'être un outil de surveillance autoritaire, il fonctionne comme une sorte de coach personnel qui dispense des conseils adaptés pour progresser.
En parallèle, le "Safety Monitor" affiche les

paramètres essentiels directement sur le tableau de bord. Le véhicule devient instructeur, discrètement mais efficacement. Des fonctions que l'on a déjà pu voir sur les dernières Renault électriques comme la R5 E-Tech ou encore sa cousine technique, la R4, et qui apporte également un petit côté ludique. Les prochaines mises à jour intégreront Google Gemini, transformant l'assistant vocal en véritable interlocuteur conversationnel capable de comprendre le langage naturel, de changer de langue instantanément et de gérer des tâches complexes.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 4 décembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 63 dollars

Les cours du pétrole se sont redressés mercredi en cours d'échanges, après avoir baissé la veille, sur fond d'une multitude de facteurs géopolitiques. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 1,22% à 63,21 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, gagnait 1,40% à 59,46 dollars. Toutefois, la hausse est resté limitée par les inquiétudes concernant un excédent global de l'offre de brut. De plus, l'augmentation des stocks américains vient également alimenter les craintes d'un surplus de brut. L'American Petroleum Institute (API) a rapporté mardi que les stocks américains de brut et de carburants avaient augmenté la semaine dernière. Les réserves de brut ont progressé de 2,48 millions de barils pour la semaine close le 28 novembre, les stocks d'essence ont augmenté de 3,14 millions de barils et ceux de distillats de 2,88 millions de barils, selon la même source.

ANP

Reddition de 2 terroristes et arrestation de 4 éléments de soutien aux groupes terroristes

Deux terroristes se sont rendus aux autorités militaires d'Adrar et d'In Guezzam et quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période du 26 novembre au 2 décembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 26 novembre au 2 décembre 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.
Dans le cadre de la lutte antiterroriste et "grâce aux efforts des unités de l'ANP, les terroristes respectivement dénommés +G.A+ dit +Abou Djaffer+ et +H.C+ dit +Al-Cherif+, se sont rendus aux autorités militaires d'Adrar et d'In Guezzam, en leur possession un fusil (1) mitrailleur et 3 pistolets-mitrailleurs de type kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets", note le communiqué.
Dans le même contexte, "des détachements de l'ANP ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national", ajoute la même source.

SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ET DES VOYAGES

L'ONT participe à la 19e édition en Turquie

L'Office national du tourisme (ONT) participe, à partir de mercredi, et pour la première fois, au Salon international du tourisme et des voyages (TTI Izmir) à Izmir (Turquie), et ce dans l'objectif de s'ouvrir sur de nouveaux marchés touristiques et de promouvoir le produit touristique algérien, indique un communiqué de l'Office.
"Le secteur du tourisme et de l'artisanat clôture sa série de participations aux rendez-vous internationaux et salons du tourisme programmés pour l'année 2025, par sa participation, pour la première fois, du 3 au 5 décembre, aux activités de cette 19e édition du TTI Izmir, représenté par l'ONT et une délégation d'opérateurs touristiques publics et privés", précise la même source.
Cette participation vise à "s'ouvrir sur de nouveaux marchés touristiques, à commercialiser et à promouvoir le produit touristique algérien et ses atouts sur le marché turc, d'autant que ce salon est considéré comme l'un des plus importants évènements touristiques organisés en Turquie".
La participation de l'ONT à cette édition offre également "l'opportunité de rencontrer les professionnels et acteurs du secteur touristique, venus du monde entier", et servira d'"espace d'échange, d'établissement de partenariats et de découverte des expériences réussies des opérateurs touristiques turcs".
Dans le cadre de cette manifestation, l'ONT a "réservé un espace d'exposition d'une superficie de 50m2 pour accueillir le pavillon national, conçu et doté de tous les moyens nécessaires pour la promotion de la destination touristique Algérie", note le communiqué.
Cette promotion repose sur "des supports promotionnels imprimés et numériques en langue anglaise, qui seront distribués au niveau du pavillon", tandis que "les membres de la délégation participante veilleront à fournir toutes les informations et explications aux visiteurs du pavillon".
Par ailleurs, les visiteurs auront "la possibilité d'effectuer des visites virtuelles en 3D afin de découvrir certaines régions touristiques algériennes", conclut le communiqué.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Et si l'IA remplaçait les décideurs dans les domaines économiques et financiers

En théorie comme dans la pratique, la peur a souvent été un facteur dans la prise de décision. La peur de la guerre, la peur de perdre son emploi, la peur d'une mauvaise conjoncture, la peur d'une catastrophe naturelle, la peur d'un évènement imprévisible etc.
Face à ces aléas, les décideurs ont toujours cherché à trouver des parades pour réduire la peur ou bâtir des outils pour prévoir les risques et ainsi la peur. Mais la peur est constitutive de la personne humaine. Des écoles de management proposent des exercices cognitifs/intellectuels et même physiques, des stages en milieu hostile, des coach permanents pour aider le décideur à faire face à la peur qui peut influencer sa décision dans un sens non souhaité.
Echapper au règne de la peur est le grand moteur de l'histoire. Une grande partie de la pensée politique occidentale s'est construite progressivement dans le but de donner au pouvoir politique une autre légitimité que la peur (ou encore faire peur) et d'en déduire une architecture institutionnelle permettant d'exercer le pouvoir sans terrifier. Sénèque rappela que la peur était l'arme principale des despotes. La pensée libérale occidentale considère que le seul régime qui ne soit pas fondé sur la peur était la démocratie.
Alors faut-il avoir peur de l'IA ou faire peur par l'IA ?
Tout le monde est d'accord pour dire que l'IA est le moteur de toutes les transformations techniques, économiques sociales, politiques et même philosophiques. Mais on ne sait pas comment ces transformations vont être opérées, à quel rythme et quels impacts. L'usage de l'IA dans tous les secteurs entrainera une explosion de la demande énergétique. Aujourd'hui, on estime à 2% la consommation de l'IA de l'ensemble de l'énergie consommée. En même temps on considère que l'IA est un levier décisif pour optimiser la gestion de l'énergie dans tous les domaines (foyers, énergie, transports…). L'IA consomme beaucoup d'énergie et en rationalise l'usage des autres secteurs. Et donc le rapport sera-t-il en faveur de l'IA ? Ceci est un autre sujet qui a fait déjà l'objet d'une chronique.
Parmi les transformations déjà opérées, on trouve le travail à distance et surtout l'exécution de beaucoup de tâches par la machine à la place de l'homme ou comme assistant permanent à ce dernier (médecine, architecture, comptabilité, notariat, traduction, gestion des opérations courantes même complexes…). Il peut arriver que vous travailliez à distance avec des collègues que vous n'avez jamais rencontrés ; ce qui fait peur c'est que parmi eux certains sont des machines ou des robots. On parle de plus en plus d'équipes mixtes c'est-à-dire des agents humains et des agents IA. Ces derniers aident beaucoup à entrevoir plusieurs solutions à des problèmes et surtout à faire les travaux de calcul et de simulation dans des temps extrêmement courts. Un grand groupe pharmaceutique Moderna a transformé son organisation pour placer sous la même structure ses ressources Humaines et IA : « Chief people and digital technologyOfficer ». D'autres entreprises de la SiliconValley ont déjà installé des IA commerciaux qui effectuent en toute autonomie les tâches d'un commercial humain.
Cette intrusion d'agents IA dans le cœur des organisations humaines crée des appréhensions et une méfiance à l'égard de la hiérarchie et surtout envers les agents IA eux même. Peut-on créer une confiance entre les humains et les machines devenues intelligentes ? Peut-on leur donner des informations confidentielles sans risque de les voir les divulguer ? L'agent IA peut vous prodiguer des conseils et vous aider à effectuer des calculs complexes et vous fournir des simulations contextualisées, mais en même temps il est capable de vous surveiller et même de vous punir en cas de faute ou de mauvais résultats. Comment sera traitée cette question de la confiance dans l'avenir lorsque les Agents IA deviennent plus nombreux et plus influençant dans nos décisions.
En attendant, il ya des domaines où les agents IA sont très « compétents » pour réaliser des activités ou même des missions de grand intérêt ; et ils seront certainement plus rationnels que les humains. C'est le cas notamment des lois de finances, des budgets annuels, des politiques publiques etc. En effet, leur capacité de calcul, de comparaisons verticales (historique des situations passées ou longitudinales) et /ou horizontales (comparaison avec les autres). Avec quelques hypothèses de base, la machine nous livrera des options, des variantes, des scenarii etc. Prenons l'exemple du budget national. On donne un seuil de tolérance du déficit budgétaire (par ex. entre 3% et 5%), des recettes antérieures, le prix de pétrole et les quantités exportables (la machine peut estimer ce prix et les quantités exportables probables) des dépenses sur les 10 dernières années, taux de consommation des crédits, évolution des besoins de la société et de l'économie (ici aussi la machine peut le faire mieux que n'importe quels fonctionnaires des ministères). Bien entendu, d'autres hypothèses peuvent être introduites dans le modèle. La machine nous fournira plusieurs scenarii (options) avec les avantages et les risques de chacune et il appartient au décideur politique légitime de choisir l'option convenable.
Aujourd'hui, plusieurs pays font cet exercice de collaboration avec la machine. Chez nous, le fonctionnaire, le politique, le député, l'expert font cet exercice chacun dans son coin en consultant des sites publics, souvent peu crédibles, et organise des discours ou des débats souvent polémiques à cause des données et des analyses exploitées, alors qu'on gagnerait à mettre de l'ordre en définissant les hypothèses de base et en exploitant des modèles sophistiqués et crédibles. On aura, sans aucun doute, une meilleure projection que celle, actuellement, en cours. Accepter d'aller dans cette direction, c'est d'abord perdre une partie du pouvoir de négociation (pouvoir de nuisance), c'est une première peur ; ensuite on n'a pas confiance en la machine, ce qui crée un peur additionnelle. La peur est ainsi un puissant facteur de décision comme aussi un frein à la « bonne » décision.
Qui vivra, verra.